



Assemblée générale

PROVISOIRE

A/40/PV.107
11 décembre 1985

FRANCAIS

Quarantième session

ASSEMBLEE GENERALE

COMPTE RENDU STENOGRAPHIQUE PROVISOIRE DE LA CENT-SEPTIEME SEANCE

Tenue au Siège, à New York,
le vendredi 6 décembre 1985, à 15 heures

Président : M. de PINIÉS (Espagne)
puis : M. OYOUE (Vice-Président) (Gabon)
M. MORENO-SALCEDO (Vice-Président) (Philippines)

La situation au Moyen-Orient : rapport du Secrétaire général [38] (suite)

Le présent compte rendu contient le texte des discours prononcés en français et l'interprétation des autres discours. Le texte définitif sera publié dans les Documents officiels de l'Assemblée générale.

Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être présentées, dans un délai d'une semaine, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, Département des services de conférence, bureau DC2-0750, 2 United Nations plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

La séance est ouverte à 15 h 30.

POINT 38 DE L'ORDRE DU JOUR (suite)

LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT : RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL (A/40/168, A/40/668 et Add.1, A/40/779 et Corr.1)

M. VELAZCO-SAN JOSE (Cuba) (interprétation de l'espagnol) : Ce n'est un secret pour personne que la situation au Moyen-Orient continue de représenter une grave menace pour la paix et la sécurité mondiales en raison de la persistance de la politique d'agression et d'expansionnisme que mène Israël avec l'appui militaire, économique, politique et diplomatique des Etats-Unis.

Le fait qu'Israël persiste à ne pas vouloir reconnaître les droits nationaux inaliénables du peuple palestinien et à ne pas vouloir se retirer des territoires arabes occupés s'inscrit dans le cadre de cette politique que nous venons de mentionner.

Il n'est pas inutile de rappeler qu'il est impossible de trouver une solution juste, globale et durable à la crise du Moyen-Orient et de rétablir la paix dans cette région si on ne tient pas compte du fait que la question de ~~Palestine~~ se situe au cœur du problème du Moyen-Orient et qu'elle est la cause fondamentale du conflit arabo-israélien. Ainsi, il n'y a aucune illusion à se faire quant au fait que l'on ne pourra régler l'un de ces deux problèmes sans apporter une solution à l'autre, car ils sont tous deux intimement liés.

De même, la condition préalable à l'instauration de la paix dans la région réside dans le retrait total et inconditionnel d'Israël de tous les territoires palestiniens et des autres territoires arabes occupés et dans le recouvrement, par le peuple palestinien, de tous ses droits nationaux inaliénables, notamment son droit au retour dans sa patrie, à l'autodétermination sans ingérence de l'extérieur et à l'établissement d'un Etat indépendant et souverain en Palestine.

On ne peut concevoir de solutions partiales ou isolées car celles-ci sont condamnées à l'échec.

La paix ne pourra être instaurée au Moyen-Orient tant qu'Israël continuera de mener sa politique d'établissement de colonies de peuplement dans les territoires palestiniens et dans d'autres territoires arabes occupés et tant qu'il persistera à expulser les populations arabes de leurs terres et apportera des modifications aux caractéristiques physiques, culturelles, religieuses et démographiques de ces territoires.

M. Velazco-San José (Cuba)

Il est impossible de penser à instaurer la paix au Moyen-Orient tant qu'Israël continuera d'être un protégé nord-américain et disposera de l'appui du Gouvernement de Washington pour commettre ses forfaits internationaux.

Hier ce fut la violation de la souveraineté tunisienne, aujourd'hui c'est celle de la souveraineté libanaise. De qui sera-ce le tour demain? Jusqu'à quel recoin du monde arabe les machines de guerre d'Israël devront-elles se rendre pour semer la souffrance et la mort dans les terres arabes?

La politique de terrorisme d'Etat d'Israël ne peut être comparée qu'aux agressions dont sont victimes aujourd'hui l'Angola, les pays de première ligne et le Nicaragua et qui sont menées par les racistes sud-africains et les impérialistes nord-américains.

Il s'agit d'un terrorisme élevé au niveau de politique d'Etat, qui est appliquée avec toute la puissance et la force de ceux qui se considèrent comme habilités à agir avec impunité et en marge des lois internationales.

C'est pour cela que les incursions aériennes contre Tunis ou les incursions terrestres contre le Liban menées à bien par les sionistes d'Israël portent la même griffe que le minage des ports du Nicaragua par la Central Intelligence Agency (CIA) et les bombardements des racistes sud-africains contre l'Angola.

Cuba réaffirme sa solidarité avec la cause du peuple palestinien, demande le retrait inconditionnel des troupes israéliennes de tous les territoires arabes occupés, condamne l'alliance stratégique des Etats-Unis avec l'Afrique du Sud et Israël et lance un appel pour la prompte convocation d'une conférence internationale de la paix pour le Moyen-Orient, sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, et à laquelle participeraient toutes les parties intéressées, notamment l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), seul représentant légitime du peuple palestinien.

M. ALAOUI (Maroc) (interprétation de l'arabe) : La question du Moyen-Orient n'a pas cessé d'occuper une position prééminente parmi les questions auxquelles l'Assemblée générale accorde une grande attention. La situation étant ce qu'elle est au moment où notre assemblée examine cette question, précisément en cette année où l'on célèbre le quarantième anniversaire de notre organisation, nous devons plus que jamais poursuivre inlassablement nos efforts pour trouver les moyens de mettre fin à la crise que connaît cette région.

M. Alaoui (Maroc)

Ce n'est un secret pour personne que la question de Palestine se situe au coeur de la tragédie qui accable la région du Moyen-Orient, dont l'histoire remonte à 1947, date à laquelle l'Organisation des Nations Unies a eu recours au partage de la terre arabe palestinienne en deux Etats, un Etat palestinien et un Etat israélien.

Cette injustice aurait pu s'arrêter là. Mais Israël a estimé que la résolution de partage n'était pas une fin en soi et n'était pas conforme à ses desseins expansionnistes. Il a donc recouru aux formes les plus odieuses d'arbitraire et d'oppression de façon à priver le peuple palestinien de ses droits les plus fondamentaux tels qu'ils sont énoncés dans la résolution de partage portant création d'Israël.

Comme on le sait, Israël a poursuivi sa politique d'expansion au détriment des pays arabes voisins. Il a annexé la partie arabe de Jérusalem, les hauteurs syriennes du Golan, Gaza et la partie restante de la rive occidentale. Il a essayé d'entraîner d'autres parties arabes dans le conflit dans l'espoir d'édulcorer le caractère de la question de Palestine, que nous connaissons tous.

Par son invasion du Liban il y a trois ans de cela, Israël a donné la preuve manifeste de ses ambitions dans la région. Son armée n'a pas seulement occupé ce pays mais a également perpétré les crimes les plus barbares contre des civils libanais innocents et contre les camps de réfugiés palestiniens, ce dont attestent les événements douloureux survenus dans les camps de Sabra et Chatila.

Aujourd'hui, alors que le peuple de ce pays enregistre des victoires décisives contre le colonialisme sioniste, nous ne pouvons que saluer la lutte du peuple libanais. Nous réaffirmons qu'il peut compter sur notre appui et notre solidarité dans sa recherche d'unité et de stabilité. Nous sommes prêts à poursuivre nos efforts dans toutes les instances jusqu'à ce que le Liban retrouve sa stabilité et sa sécurité et redevienne le symbole de la coexistence de factions diverses dans le cadre de la démocratie et du pluralisme.

M. Alaoui (Maroc)

La politique que mène Israël dans la région est systématique et vise un objectif bien précis. Son but est, en définitive, d'asservir le peuple arabe palestinien et d'éteindre la flamme de sa lutte. Qu'Israël n'ait pas hésité, à chaque étape de son expansionnisme, de recourir à la profanation et à l'oppression sous toutes leurs formes, en est l'illustration. Il a imposé ses lois et son administration à la ville sainte de Jérusalem afin de modifier le caractère religieux et historique de la ville. Il a armé des éléments terroristes et a fomenté l'amertume parmi eux afin de les amener à commettre des actes d'extermination et de répression massive. Il a continué de créer et d'étendre des colonies de peuplement juives. Il a arrêté des dizaines de milliers de citoyens arabes innocents qu'il a incarcérés sans jugement, a commis d'autres actes arbitraires tels que des attaques armées contre des écoles et des universités, la démolition de maisons, la dissolution de conseils élus, a incendié des fermes et contraint les citoyens arabes à émigrer.

Un coup d'oeil rapide sur le dernier rapport du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme de la population des territoires occupés permet de se faire une idée de la situation régnant dans les territoires arabes et palestiniens occupés. Le rapport fait également la lumière sur l'ampleur des violations par Israël des droits de l'homme les plus fondamentaux et des décisions pertinentes des Nations Unies.

Comme si cela ne suffisait pas, Israël continue d'exporter sa politique de terrorisme hors de la région. Ses avions à réaction ont bombardé les installations nucléaires irakiennes et plus récemment, ont violé l'intégrité territoriale de la Tunisie en commettant un raid contre le quartier général de l'OLP. Nul n'ignore la vague d'indignation qui a déferlé sur la communauté internationale à la suite de ces événements et le déluge de condamnations - au premier chef celle du Conseil de sécurité - qui a suscité cette opération terroriste.

Pis encore, des officiers et des fonctionnaires israéliens ne nient même pas leurs pratiques terroristes. Ils en sont fiers. Ils déclarent ouvertement qu'ils sont prêts à persister dans cette voie, prétendant qu'il faut infliger un châtiment collectif aux Arabes, en particulier à ceux qu'ils appellent les "terroristes de l'OLP".

M. Alaoui (Maroc)

Il n'est pas dans la tradition des pays arabes de pratiquer le terrorisme ni de l'encourager. Bien au contraire, leurs dirigeants n'ont cessé, tant séparément que collectivement, de dénoncer le terrorisme et de préconiser la résistance au terrorisme. C'est ce qui ressort clairement du communiqué final de la Conférence extraordinaire au sommet des pays arabes, récemment tenue à Casablanca, où il est dit :

"Conformément aux principes auxquels est attachée la nation arabe et puisant aux sources de sa civilisation, de son intégrité et de ses traditions séculaires, la Conférence dénonce énergiquement le terrorisme sous toutes ses formes et d'où qu'il procède, et en premier lieu, le terrorisme israélien qui sévit à l'intérieur des territoires arabes occupés, comme à l'extérieur de ceux-ci et considère que le recours au terrorisme est contraire aux valeurs suprêmes de l'humanité. Elle souligne qu'il faut se conformer aux principes du droit et de la justice pour réaliser les objectifs et défendre les intérêts nationaux en se fondant sur les moyens légaux reconnus par les conventions internationales." (A/40/564, p. 5)

Nul n'ignore que le dernier sommet arabe a eu lieu avec la participation de l'OLP en la personne de son leader, M. Y. Arafat, qui a joué un rôle tout à fait éminent pour assurer le succès de cette réunion et qui a défendu vigoureusement les propositions et recommandations énoncées dans le communiqué final.

Compte tenu de la position publique et formelle que les dirigeants arabes ont exprimée lors de cette dernière conférence, à laquelle participait l'OLP, nous en concluons, comme l'a souligné récemment Sa Majesté le roi Hassan II, que, premièrement, l'OLP est un mouvement de libération qui lutte pour restaurer les droits légitimes du peuple palestinien et n'est pas une organisation terroriste comme certains le prétendent et, que, deuxièmement, la légitimité de la représentation de l'OLP a été en de nombreuses occasions reconnue et réaffirmée par l'immense majorité de la communauté internationale, après qu'elle eût été entérinée par la Conférence au sommet arabe, qui s'est tenue à Rabat en 1974.

S'obstiner à remettre en question cette légitimité n'est rien d'autre qu'une tentative faite pour saper tous les efforts qui ont été déployés jusqu'à présent par les forces éprises de paix et de justice du monde.

M. Alaoui (Maroc)

Il ne fait aucun doute que la cause fondamentale de la tragédie qui continue d'affecter la région du Moyen-Orient est l'intransigeance et le mépris d'Israël à l'égard des principes et des mesures formulés par la communauté internationale, en tant que base adéquate pour la paix et la justice dans cette région. Comme chacun d'entre nous le sait, la liste des recommandations et résolutions adoptées par les diverses institutions des Nations Unies à cet égard est effectivement longue et variée. Le Programme d'action adopté par la Conférence internationale sur la question de Palestine a constitué un progrès notable sur la voie du règlement de cette crise. La Déclaration de Genève sur la Palestine demande la convocation d'une conférence internationale de la paix à laquelle participeraient sur un pied d'égalité toutes les parties intéressées, y compris les Etats-Unis, l'Union soviétique et l'OLP.

Les membres savent que cette conférence a reçu un très vif soutien de la part de nombreuses parties et organisations régionales et internationales, en particulier du Mouvement des pays non alignés, de l'Organisation de la Conférence islamique et, récemment, de la Conférence extraordinaire au sommet des pays arabes qui s'est tenue à Casablanca.

Les dirigeants arabes, qui participent à ces efforts et qui s'acquittent pleinement de leurs responsabilités nationales et historiques à l'égard de cette question, ont pris l'initiative d'adopter un plan arabe courageux, connu sous le nom de "Plan de paix de Fès", qui a été salué par de nombreuses organisations internationales et régionales, y compris les Nations Unies. L'engagement des pays arabes à l'égard de ce plan a été une fois encore réaffirmé lors du très récent sommet arabe.

La crise au Moyen-Orient, qui est fondamentalement liée au sort du peuple palestinien, est source de vives préoccupations, du fait que par sa dimension dangereuse encore accrue elle menace directement la paix et la sécurité internationales. Chacun sait que les raisons de cette crise sont imputables non pas à des éléments divers ou à des caractéristiques particulières, mais fondamentalement à l'entêtement et à la résistance dont Israël fait preuve à l'égard de la volonté internationale, ainsi qu'à son mépris du droit et de la légitimité internationale dans le dessein de poursuivre sa politique expansionniste et de commettre des actes terroristes contre des citoyens palestiniens et d'autres habitants arabes qui vivent sous le joug de l'occupation.

M. Alaoui (Maroc)

Aussi est-il devenu indispensable que l'Organisation prenne les mesures les plus efficaces et redouble d'efforts pour contraindre Israël à se montrer à la hauteur de ses responsabilités et à tenir compte à nouveau de l'ordre et de la légitimité en respectant et appliquant les résolutions pertinentes de notre organisation.

M. Alaoui (Maroc)

La délégation marocaine souhaite une nouvelle fois, alors que l'Assemblée générale examine cette question, réaffirmer que le Royaume du Maroc défend la justice et la légitimité des droits du peuple arabe sous occupation, et en particulier les droits du peuple palestinien qui lutte héroïquement pour recouvrer ses terres et sa patrie et pour y établir son propre Etat indépendant. La solidarité du Maroc avec le peuple palestinien et les autres peuples arabes n'est pas la solidarité instinctive d'un peuple arabe avec les autres peuples arabes. Comme l'a dit le roi Hassan II en maintes occasions, c'est une solidarité qui se fonde sur notre culture et nos traditions aussi bien que sur notre strict respect des principes de la justice, du droit et de l'égalité.

Il est généralement reconnu à présent qu'aucune paix d'ensemble, juste et durable, ne pourra être instaurée dans la région tant que les conditions suivantes n'auront pas été réunies : retrait total et inconditionnel de tous les territoires occupés depuis 1967, y compris la partie arabe de la ville sainte de Jérusalem; démantèlement de toutes les colonies de peuplement installées par Israël dans les territoires arabes occupés depuis 1967; réaffirmation du droit du peuple palestinien à l'autodétermination et de son droit de jouir de ses droits inaliénables sous la conduite de son seul représentant légitime, l'Organisation de libération de la Palestine (OLP); création d'un Etat palestinien indépendant ayant pour capitale Jérusalem; et réaffirmation du droit de chaque pays de la région de vivre à l'intérieur de frontières sûres et reconnues.

Enfin, j'exprime la gratitude de ma délégation au Secrétaire général pour les rapports complets et fort précieux qu'il a soumis sur cette question. Je remercie aussi le Président et les membres du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme de la population des territoires occupés de même que le Président et les membres du Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien pour les rapports qu'ils ont présentés sur les points relatifs à la question de Palestine.

M. AZZAROUK (Jamahiriya arabe libyenne) (interprétation de l'arabe) : Cette semaine, l'Assemblée débat une fois encore du problème du Moyen-Orient, de même qu'elle examine à chaque session la question de Palestine. Ces deux problèmes sont liés en ce sens que la question de Palestine est au coeur de la lutte au

M. Azzarouk (Jamahariya arabe libyenne)

Moyen-Orient. Au fur et à mesure que passent les jours et les années, cette lutte montre toujours plus clairement les desseins agressifs et expansionnistes de l'ennemi sioniste. Ceux-ci ne se limitent plus à la Palestine; ils s'étendent aux territoires arabes voisins.

Dès le début, l'expansionnisme sioniste a pris la forme de colonies de peuplement agricoles. Puis il est entré dans la phase du prétendu foyer national juif. On a prétendu qu'il s'agissait d'un groupement culturel et religieux restreint. Mais, en 1948, ce groupement est devenu une entité combattante. Cette entité a réussi, en novembre 1947, à arracher aux Nations Unies la résolution 181 (II), qui prévoit la création de deux Etats en Palestine, l'un arabe et l'autre juif, avec une union économique, sous réserve que Jérusalem ait un statut particulier.

Cette résolution est totalement nulle et non avenue car les Nations Unies n'avaient pas compétence pour l'adopter. Le Mandat sur la Palestine n'a pas été transféré, constitutionnellement ou juridiquement, de la Société des Nations à l'Organisation des Nations Unies au moment où la première a été dissoute et où la seconde a été créée. En outre, la résolution des Nations Unies sur le partage était fonction de l'application, par l'entité sioniste, de la résolution 194 (III) adoptée le 11 mars 1949 par les Nations Unies, que l'entité sioniste refuse toujours de mettre en oeuvre.

L'entité sioniste n'avait cure de ces détails constitutionnels et juridiques. Ses projets d'expansion et d'établissement de colonies de peuplement allaient bien au-delà du contexte de la résolution 181 (II), adoptée en novembre 1947. Dans une lettre qu'il a adressée de Londres à sa femme, le 16 mars 1949, David Ben Gourion est on ne peut plus franc. Il dit :

"Les Britanniques n'en ont pas cru leurs oreilles quand nous avons informé avec fermeté et beaucoup d'assurance leur gouvernement que nous ne laisserions pas créer un Etat arabe en Palestine et que les Arabes ne disposeraient pas de la Palestine à leur gré."

En laissant croire qu'ils acceptaient la résolution du partage, les dirigeants de l'entité sioniste n'avaient qu'un objectif : prendre pied en Palestine et obtenir ainsi de la communauté internationale qu'elle y reconnaisse sa présence

M. Azzarouk (Jamahiriya arabe libyenne)

pour lui permettre d'occuper et d'annexer une plus grande partie de la Palestine et des Etats arabes voisins. Sur cette question aussi, David Ben Gourion a été très franc. Dans une lettre adressée à son fils Amos le 5 octobre 1937, il dit :

"Je suis un partisan enthousiaste de l'Etat juif, même si cela signifie le partage de la Palestine. Pour moi, un Etat juif restreint ne serait pas une fin mais un commencement. Si nous obtenons 1 000 ou 10 000 hectares, nous serons heureux. Obtenir des terres est important, non pas comme une fin en soi, mais parce qu'ainsi nous devenons plus forts et qu'en devenant plus forts nous pourrions un jour nous emparer de l'ensemble du pays. La création d'un Etat, même s'il est limité, fera de nous des gens plus forts et consolidera les fondements de notre lutte historique pour recouvrer l'ensemble du pays. Nous devons attirer vers cet Etat autant de Juifs qu'il peut en absorber. Nous sommes certains de pouvoir attirer plus de 2 000 personnes. Nous devons créer une économie juive diversifiée, dans les domaines agricole, naval et industriel. Nous devons mettre sur pied une défense efficace, une armée de premier ordre. Pour moi il ne fait aucun doute que notre armée sera l'une des meilleures du monde et qu'elle nous permettra de coloniser le reste du pays, que ce soit par des accords avec nos voisins arabes ou par d'autres moyens."

Et c'est précisément ces "autres moyens" que l'entité sioniste emploie contre les terres arabes. Elle a occupé toute la Palestine, le Sud-Liban et les hauteurs du Golan et elle continue d'occuper Taba, dans le Sinaï, grâce à l'emploi de ces "autres moyens" auxquels Ben Gourion faisait allusion il y a plus de 48 ans.

L'idéologie sioniste se fonde sur la certitude absolue que tous les Juifs du monde doivent avoir une présence nationale dans les terres historiques des douze tribus juives. Cette idée est l'essence même du sionisme. Le sionisme ne peut résister à la tentation de l'expansionnisme. Les circonstances illégales et marquées par le terrorisme dans lesquelles l'entité sioniste a été créée sont connues de tous. Autrement dit, même si elle le voulait, elle ne pourrait pas renoncer à sa quête fébrile du Lebensraum.

M. Azzarouk (Jamahiriya arabe libyenne)

Après avoir obtenu la légitimité en 1947, Israël s'est livré à l'expansionnisme. Dans une première phase, il a occupé Om Alrashrash et s'est assuré l'accès au golfe d'Akaba. Il a envahi ensuite les terres égyptiennes en 1956 pour obtenir des privilèges sur la mer Rouge. Il a lancé son agression bien connue de 1967 pour achever la première phase de la création d'Eretz Israël. En 1967, il a pu effacer la Palestine de la carte du monde et il a donné des noms hébreux aux terres arabes, comme Judée et Samarie.

En plus de la Palestine, son expansion s'est étendue aux hauteurs syriennes du Golan, au Sud-Liban et à la ville égyptienne de Taba, toujours occupée par les autres moyens mentionnés par Ben Gourion.

Ces étapes, dans la vie de l'entité sioniste, soulignent sa volonté chronique d'expansion. L'entité sioniste, après avoir annexé toute la Palestine, est passée au stade suivant et a appliqué un nouveau plan qui menaçait l'indépendance de nombreux Etats arabes.

Dans les quatre grandes conflagrations armées, en 1948, 1956, 1967 et 1973, l'entité sioniste a toujours été l'agresseur. Ces actes d'agression ont permis l'expansion régionale de l'entité sioniste aux dépens des terres arabes et des territoires arabes voisins.

Dans leur expansionnisme, les dirigeants de l'entité sioniste s'appuient sur une étrange théorie, à savoir que l'agressé ne se rappellera que le dernier acte d'agression, qu'il ne demandera que les droits qui viennent d'être violés, que toute nouvelle demande prendra en compte les demandes précédentes, et que l'agressé oubliera toutes ces exigences parce qu'il n'espère plus les obtenir.

Abba Eban, l'ancien ministre des affaires étrangères de l'entité sioniste, et qui présidait la Commission des affaires étrangères de la Knesset israélienne, était très franc lorsqu'il a dit, au cours d'une interview pour le magazine Foreign Affairs en juillet 1956 :

"Les Arabes, qui ont demandé tout d'abord le retour d'Israël aux frontières de 1948, seront contraints avec le temps de demander seulement ce qu'Israël a obtenu en 1966 ou 1967."

Cette déclaration montre clairement que les ambitions expansionnistes de l'entité sioniste avaient prévu l'invasion de 1967. Il est ironique, et même étrange et triste, que les Arabes, en fait, ne réclament que les territoires occupés par l'entité sioniste le 5 juin 1967. L'entité sioniste a refusé de

M. Azzarouk (Jamahiriya arabe libyenne)

restituer ces terres occupées comme si elle voulait, selon sa politique traditionnelle, contraindre les Arabes, à l'avenir à être encore plus modérés dans l'exigence de leurs droits.

En 1950, Ben Gourion a dit ce qui suit devant les étudiants de l'Université hébraïque :

"L'empire israélien doit annexer tous les territoires entre le Nil et l'Euphrate. Par l'invasion et la diplomatie, cet empire sera édifié."

Lorsque David Ben Gourion a été chargé de former le gouvernement en 1952, il a dit :

"J'accepte de former le gouvernement à la condition de pouvoir utiliser tous les moyens possibles pour assurer notre expansion vers le sud."

Les Arabes n'ont pas prêté suffisamment attention à ces paroles qui annonçaient l'aventure de Suez de 1956. Le journal français Le Monde, bien connu pour son objectivité, a cité le 1er décembre 1968, à la page 3, une lettre adressée par David Ben Gourion à feu le président Charles de Gaulle, le priant d'appuyer les demandes de l'entité sioniste concernant des territoires situés à l'est et à l'ouest du Jourdain parce que c'était la terre d'Elijan, selon David Ben Gourion.

La carte d'Eretz Israël, sculptée au-dessus de l'entrée du bâtiment de la Knesset, rappelle à chaque Israélien les intentions expansionnistes persistantes qui visent, après la Palestine, les autres Etats arabes.

Pour cette raison, l'entité sioniste, après avoir arraché sa légitimité à l'Organisation des Nations Unies, n'a pas accepté les frontières énoncées dans la résolution de partage. Ariel Sharon, le Ministre actuel du commerce de l'entité sioniste, a déclaré que les frontières d'Israël se trouvaient là où il y avait les chars israéliens les plus avancés. Il s'agit donc d'un autre moyen d'expansion mentionné par David Ben Gourion il y a 48 ans : l'occupation et l'expansion dans toutes les directions par la force armée.

Les documents présentés à la Conférence de paix de Versailles le 3 février 1919 confirmaient que l'entité sioniste souhaitait annexer le Sud-Liban, le Sinaï, le Hedjaz du Nord et les deux rives du Jourdain, Est et Ouest.

Le penseur sioniste le plus modéré, Marcel Blavfeld, était très modeste dans sa définition des frontières d'Eretz Israël; il disait :

"Elles doivent inclure la Judée, la Samarie, Hébron et toutes les terres de la Transjordanie."

M. Azzarouk (Jamahiriya arabe libyenne)

Il ajoutait :

"La Palestine va de la Méditerranée à une distance prédéterminée de la voie de chemin de fer du Hedjaz et de la rivière Litani jusqu'à la région sud de Gaza et à la mer Morte, ce qui répondrait aux besoins du peuple juif."

Cette série de guerres d'agression, ces ambitions d'expansion et les colonies de peuplement caractérisent l'entité sioniste. Le cours des événements depuis que cette entité a été implantée dans le corps de la nation arabe est la source d'une grave préoccupation. Lorsque tout le territoire palestinien a été avalé, nous avons été témoins petit à petit de l'annexion de nombreux territoires arabes en Syrie, au Liban, en Egypte et en Jordanie. A l'avenir, nous serons témoins de l'occupation de plus de terres, de plus d'Etats Membres des Nations Unies par une entité créée grâce à une résolution de l'Organisation qui, comme je l'ai déjà dit, est nulle et non avenue depuis le début.

L'agression et l'occupation sionistes des territoires arabes n'ont pas été condamnées, bien qu'elles aient modifié le caractère démographique de ces territoires en dépit des principes du droit international, de la cinquième Convention de Genève et de la Convention de La Haye qui disposent que l'occupation militaire, à la suite de la guerre, est un événement temporaire et ne donne pas à la puissance occupante une juridiction étendue. Autrement dit, l'occupation ne doit pas compromettre la souveraineté d'un Etat sur la partie de son territoire occupé par une puissance étrangère.

Les articles 42, 43 et 48 de la Convention de La Haye de 1917, prévoient que la puissance occupante n'obtiendra pas la souveraineté sur la terre qu'elle occupe. Le droit international contemporain estime que l'occupation :

"est un effet temporaire de la guerre, fondé sur la force et maintenu par la force."

Cette explication montre clairement la différence entre l'occupation militaire et l'annexion.

Aujourd'hui, nous voyons l'entité sioniste bafouer toutes les règles, et tous les principes et les normes acceptés du droit international. Elle ne se contente pas d'outrepasser les limites de l'autorité conférée par le droit international à une puissance occupante. Elle viole le droit international car elle transforme l'occupation en annexion. L'annexion ne peut être légitime, à moins que l'Etat souverain ne concède clairement sa souveraineté sur les terres occupées.

M. Azzarouk (Jamahiriya arabe libyenne)

Abba Eban, en 1949, alors qu'il était représentant permanent de l'entité sioniste aux Nations Unies, a prétendu que son gouvernement avait annexé les territoires qui vont au-delà des frontières tracées par la résolution de partage avec l'accord des Etats voisins.

M. Azzarouk (Jamahiriya arabe libyenne)

Abba Eban estimait que l'accord entre ces Etats était compris dans l'accord de trêve. Qui peut croire à une explication aussi peu crédible? L'accord de trêve reflète une situation temporaire où il est mis un terme à une guerre et où prévaut un cessez-le-feu. Il n'accorde de passe-droit à aucune partie.

L'entité sioniste défie systématiquement la communauté internationale. Elle méconnaît les résolutions des Nations Unies et fait peu de cas de celles du Conseil de sécurité. Lorsque, le 30 juin 1980, le Conseil de sécurité, déplorant la détermination d'Israël à modifier le statut de la Ville sainte de Jérusalem, a demandé à l'entité sioniste d'abroger toutes les mesures prises pour modifier le statut de cette ville, l'entité sioniste a répondu que l'annexion était "définitive et irréversible". Et la Knesset israélienne, comme on l'appelle, a effectivement voté pour l'annexion de Jérusalem. Comme suite à cela, nous avons assisté à l'annexion des hauteurs du Golan puis à celle de la rive occidentale et de Gaza.

Moshe Dayan, l'ancien ministre de la défense, a dit : "Israël ne reviendra pas aux frontières absurdes de 1948." Et Abba Eban, ancien ministre des affaires étrangères et président du Comité des affaires étrangères de la Knesset israélienne a déclaré :

"Je ne crois pas qu'il soit possible de revenir aux frontières d'avant le 5 juin 1967."

Levi Eshkol, le Premier ministre israélien, a déclaré le 6 août 1967 :

"Le canal de Suez ne peut être considéré comme une barrière ou une frontière naturelle."

Par deux fois, ils sont venus aux abords du canal de Suez et, qui sait, peut-être y reviendront-ils une troisième fois.

Outre la brutalité de l'entité sioniste, outre le fait qu'elle fait fi des Nations Unies et bafoue les résolutions que celles-ci ont adoptées, notamment les résolutions humanitaires en faveur du retour des réfugiés palestiniens dans leur patrie, votées de 1967 jusqu'à nos jours, l'entité sionniste refuse même aujourd'hui aux réfugiés de revenir dans leurs foyers, en violation des résolutions des Nations Unies, des principes de la Charte et les droits fondamentaux de l'homme, notamment le droit de chaque citoyen de revenir dans son propre pays. En dépit de tout cela, les Etats Unis d'Amérique, allié stratégique de l'entité sioniste, déplorent chaque année que les réfugiés palestiniens ne puissent regagner

M. Azzarouk (Jamahiriya arabe libyenne)

leur patrie. Ces regrets font généralement l'objet d'un projet de résolution demandant à différents pays d'apporter leur appui à l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA).

Nous estimons que les Etats-Unis d'Amérique, du fait de leur alliance stratégique avec l'entité sioniste, sont un complice effectif et direct qui porte, en grande partie, la responsabilité des guerres expansionnistes et agressives livrées par l'entité sioniste en vue de la création du grand Israël. En outre, les Etats-Unis d'Amérique sont solidaires de toutes les pratiques israéliennes commises dans les territoires arabes occupés, pratiques qui constituent une violation de toutes les lois et normes du droit international.

Les Etats-Unis d'Amérique ont mis à la disposition de l'entité sioniste leur trésor, leurs arsenaux militaires et leur savoir-faire. Mais l'entité sioniste ne se satisfait pas de ces dons illimités; par des moyens illégaux, elle tente d'obtenir davantage d'informations et de secrets militaires, encouragée pour ce faire par la solidarité accrue et la bienveillance que manifeste le Gouvernement américain à l'égard de ses plans expansionnistes, à un point tel qu'Israël est devenu le gourdin des Etats-Unis qui peut être brandi devant tel ou tel Etat arabe lorsque les Etats-Unis le souhaitent.

Au Moyen-Orient, nous sommes confrontés à l'arrogance de la puissance américaine. La politique de provocation et de confrontation que le Gouvernement américain pratique au Moyen-Orient, au mépris des principes des Nations Unies et des principes de la Charte, ont créé dans notre région une situation instable, tendue et très explosive. Nous courons le danger de voir se déployer les armes nucléaires américaines dans toutes les régions du monde, et notamment en Europe et près de nos côtes. Les Etats-Unis d'Amérique ont tenté à plusieurs reprises de se livrer à des manoeuvres militaires dans nos eaux territoriales et sur nos frontières orientales, à grand renfort d'avions, de navires de guerre et d'armes. Au cours de ces manoeuvres, des avions militaires américains ont violé notre espace aérien et nos eaux territoriales. Ces avions et navires provenaient de bases américaines installées en Europe méridionale. Au mois d'août dernier, nous avons assisté à des manoeuvres égypto-américaines dans la partie occidentale du Sahara égyptien, sur nos frontières orientales, qui leur semble être un lieu de

M. Azzarouk (Jamahiriya arabe libyenne)

prédilection pour effectuer de telles manoeuvres. La même semaine, des avions américains ont violé l'espace aérien libyen.

L'arrogance de la puissance des Etats-Unis et leur politique d'intimidation ont pour but de terroriser les peuples, de les contraindre à se soumettre à l'hégémonie américaine et à céder leurs richesses. Les Etats-Unis d'Amérique ouvrent la voie à de telles pratiques, qu'ils commettent eux-mêmes ou que commettent d'autres pays qui leur sont assujettis, par des déclarations émanant de la Maison Blanche ou du Département d'Etat et visant à impliquer mon pays dans tout problème auquel les Etats-Unis sont confrontés du fait de leur politique qui appuie constamment et délibérément les régimes racistes et fascistes de Palestine et de l'Afrique du Sud. Les Etats-Unis accusent mon pays d'être responsable de tout ce qui arrive à l'un quelconque de leurs alliés. Le dernier exemple en est le détournement à l'aéroport d'Athènes d'un avion civil égyptien qui a été intercepté par des avions militaires américains et contraints d'atterrir sur une base américaine installée sur le territoire italien. Certains milieux américains ont tenté de mettre en cause mon pays dans le détournement de cet avion après les événements extrêmement sanglants qui ont suivi la prise d'assaut par un commando égyptien. Les Etats-Unis d'Amérique veulent faire porter à mon pays la responsabilité du détournement et des événements tragiques qui l'ont suivi, mais le monde entier sait que mon pays n'y a pas pris part et qu'il a toujours condamné les détournements.

Toutes ces accusations s'inscrivent dans le cadre des tentatives faites en vue de justifier tout acte d'agression perpétré dans l'un quelconque des pays situés près de la Jamahiriya arabe libyenne, alors même que les agences de presse reçoivent nombre de communiqués informant que des forces égyptiennes sont massées près des frontières orientales de mon pays. Ces concentrations de troupes, avec déploiement d'armes terrestres, aériennes et maritimes, ainsi que d'armes de défense aérienne, montrent clairement que nous avons à faire à un plan soigneusement arrêté en vue de lancer une attaque d'envergure contre la Jamahiriya pour la contraindre à capituler. Le peuple arabe libyen a choisi.

Les Etats-Unis d'Amérique ne se sont pas bornés à ces provocations et à ces pressions. Ils ont au contraire adopté une série de mesures économiques à l'encontre de la Libye en vue d'affamer notre peuple. La Jamahiriya arabe libyenne

M. Azzarouk (Jamahiriya arabe libyenne)

considère que ces pratiques américaines constituent une violation des principes de la Charte et des objectifs des Nations Unies et une menace à la paix et à la sécurité dans notre région. Ces actes d'agression contre la Jamahiriya entrent dans le cadre de la politique d'agression des Etats-Unis à l'encontre des petits peuples. Elles constituent enfin une violation des principes adoptés par la communauté internationale, qui demande la paix.

Nous estimons que ces pratiques et pressions entrent dans le cadre de la politique américaine qui vise à répandre le terrorisme dans le monde et à menacer la paix et la sécurité des Etats du tiers monde. Ces manoeuvres et ces mesures ne sont qu'un maillon parmi d'autres de la politique américaine qui vise à soumettre les peuples à leur domination et à leur hégémonie. La Jamahiriya continuera à s'opposer à cette politique; nous continuerons à y résister quel qu'en soit le coût, et quels que soient les efforts et les sacrifices que nous devrons consentir.

M. ICAZA GALLARD (Nicaragua) (interprétation de l'espagnol) : La situation au Moyen-Orient, et particulièrement la question de Palestine, constitue un problème qui a été traité de façon ininterrompue par notre organisation depuis sa création. Voilà 38 ans, pour être plus exact, que notre organisation consacre d'immenses efforts au règlement de ce problème sans avoir jusqu'à maintenant obtenu de résultats concrets permettant de jeter les bases d'une solution juste et durable de la situation au Moyen-Orient. Il importe de rappeler la résolution 3236 (XXIX), aux termes de laquelle l'Assemblée générale a réaffirmé les droits inaliénables du peuple palestinien, y compris le droit à l'autodétermination sans ingérence extérieure, le droit à l'indépendance et à la souveraineté et le droit des Palestiniens de retourner dans leurs foyers et vers leurs biens. Cette importante résolution de l'Assemblée générale rappelle également à la communauté internationale la nécessité d'appliquer les résolutions 181 (II) et 194 (III), approuvées respectivement en 1947 et 1948. Dans la première de ces résolutions, l'Assemblée reconnaît le droit du peuple arabe de Palestine d'avoir en Palestine un Etat indépendant.

En 1975, l'Assemblée a également adopté la résolution 3375 (XXX) aux termes de laquelle cette éminente instance invite l'Organisation de libération de la Palestine, seul représentant légitime du peuple palestinien, à participer à tous les efforts de paix déployés sous les auspices des Nations Unies sur un pied d'égalité avec les autres participants. En 1975 également, l'Assemblée générale a décidé de créer le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien dont les travaux et les recommandations sont approuvés chaque année par l'Assemblée générale. Aujourd'hui, alors que nous célébrons le quarantième anniversaire de la fondation de notre organisation, et après 38 ans d'efforts pour trouver une solution à ce problème, il existe un consensus général, auquel souscrit l'écrasante majorité des Etats Membres, sur certaines questions fondamentales ayant trait à la situation au Moyen-Orient.

En premier lieu, la question de Palestine se trouve au coeur du problème du Moyen-Orient. En conséquence, toute solution passe nécessairement par le respect dans leur totalité des droits inaliénables du peuple palestinien.

Ces droits inaliénables sont essentiellement le droit des Palestiniens à revenir dans leurs foyers, le droit du peuple palestinien à l'autodétermination et à l'indépendance et à établir son propre Etat indépendant en Palestine.

M. Icaza Gallard (Nicaragua)

En deuxième lieu, la participation de l'OLP, seul représentant légitime du peuple palestinien, à toutes les démarches, réunions, négociations et conférences, organisées sous les auspices des Nations Unies, sur un pied d'égalité avec toutes les autres parties, est indispensable.

De même, il est fondamental de tenir compte du principe de l'inadmissibilité de l'acquisition de territoires par la force, car toute solution doit se fonder sur le retrait total et inconditionnel d'Israël de tous les territoires arabes et palestinien occupés.

Nous devons ajouter à cela une autre série de principes qui ont été adoptés au cours de la Conférence internationale sur la question de Palestine qui s'est tenue à Genève en septembre 1983. Parmi ces principes, citons : premièrement, l'inadmissibilité et le rejet des politiques et pratiques israéliennes dans les territoires arabes occupés, y compris à Jérusalem; deuxièmement, le caractère nul et non avenue de toutes les mesures et dispositions législatives et administratives adoptées par Israël par lesquelles cette puissance occupante a essayé de modifier le caractère et le statut de la ville sainte de Jérusalem; troisièmement, le droit de tous les Etats de la région d'exister à l'intérieur de frontières sûres et internationalement reconnues et le droit de tous les peuples de vivre dans la justice et la sécurité.

Toutes ces résolutions et recommandations n'ont pu être concrétisées dans une formule de compromis jetant les bases de la paix juste et durable à laquelle nous aspirons tous pour cette région perturbée du monde. Il nous faut dire que le principal obstacle réside dans l'intransigeance et l'absence de volonté politique d'Israël qui bénéficie de l'appui indéfectible des Etats-Unis, appui qui a servi uniquement à inciter ce pays à persévérer dans le mépris des résolutions pertinentes des Nations Unies, à continuer d'installer des colonies de peuplement dans les territoires qu'il occupe illégalement, à annexer de nouveaux territoires, à appliquer des mesures visant à modifier la composition démographique des territoires occupés, à s'emparer des terres, à appliquer des sanctions collectives aux habitants légitimes de ces territoires et à utiliser la force contre la nation arabe. Les exemples les plus récents ont été les agressions barbares contre nos frères palestiniens, libanais et tunisiens.

Cette absence de volonté politique dont je viens de parler se retrouve également dans le cas concret de l'application de la résolution 38/58 de

M. Icaza Gallard (Nicaragua)

l'Assemblée générale qui, faisant sienne la Déclaration de Genève sur la Palestine adoptée le 7 septembre 1983, lance un appel en faveur de la convocation d'une conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient sur la base des principes que j'ai précédemment énoncés. L'appel lancé dans cette résolution au Conseil de sécurité pour qu'il facilite l'organisation de la conférence n'a pas été entendu et l'attitude intraitable d'un membre permanent a même empêché que le Secrétaire général entame les travaux préparatoires nécessaires.

M. Sergio Ramirez Mercado, vice-président de la République du Nicaragua, a dit à l'occasion de l'ouverture de la réunion régionale de l'Amérique latine, qui devait préparer la conférence internationale sur la Palestine, et qui s'est tenue à Managua du 12 au 15 avril 1983, que nous venions à cette réunion

"pénétrés d'un devoir de responsabilité qui découle clairement de notre qualité de membre de l'Organisation des Nations Unies et donc de pays responsable de l'application des accords qu'il a passés et en premier lieu de notre solidarité active à la cause et aux droits du peuple palestinien."

En cette occasion, notre vice-président a ajouté que le Nicaragua s'est identifié solidairement et activement à la cause palestinienne

"non seulement parce que nous croyons que cette cause est juste et nécessaire et que les droits du peuple palestinien doivent l'emporter mais également parce que nous estimons que tant le peuple nicaraguayen que le peuple palestinien sont l'objet des mêmes intérêts impérialistes."

M. Icaza Gallard (Nicaragua)

Il ne fait aucun doute que les peuples du Moyen-Orient, notamment le peuple palestinien, ceux de l'Afrique australe et de l'Amérique centrale, affrontent le même ennemi et mènent la même lutte pour l'indépendance, la souveraineté, l'intégrité territoriale, l'autodétermination et la justice. Nous réaffirmons une fois de plus que pour affronter cet ennemi, nous devons, tout d'abord et avant tout, être unis.

Notre peuple et notre gouvernement tiennent à réaffirmer leur engagement à l'égard du peuple palestinien et leur solidarité avec ce peuple ainsi qu'à son mouvement d'avant-garde et seul représentant légitime, l'OLP, et leur solidarité avec tous les peuples de la nation arabe soeur dans la lutte qu'elle mène pour la paix, qui est également la nôtre.

M. OMAR (Brunéi Darussalam) (interprétation de l'anglais) : La question de la situation au Moyen-Orient est débattue à l'Assemblée générale depuis pratiquement sa création. Au cours des 40 dernières années, un certain nombre d'efforts ont été déployés pour résoudre le conflit par des moyens pacifiques, sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies. Mais malgré ces efforts, nous avons été les témoins de quatre guerres importantes au Moyen-Orient.

Il est regrettable que, malgré les efforts inlassables déployés par la communauté internationale pour trouver une solution d'ensemble, juste et durable au conflit du Moyen-Orient et bien que du temps se soit écoulé, le problème ne soit toujours pas résolu, tandis que les pertes humaines et matérielles ne font que s'alourdir. C'est l'intransigeance d'Israël qui est la raison principale de l'absence de progrès dans la recherche d'une solution. Israël a nié délibérément les résolutions de l'Organisation des Nations Unies, méprisant totalement la volonté de la communauté internationale et l'autorité de l'Organisation des Nations Unies. Nous condamnons donc Israël pour avoir rejeté toutes les initiatives de paix adoptées par la communauté internationale en vue de mettre fin au conflit du Moyen-Orient.

La question de Palestine demeure au coeur du problème du Moyen-Orient et la cause essentielle du conflit arabo-israélien. C'est pourquoi le Brunéi Darussalam est fermement convaincu que tout effort visant à trouver une paix juste et durable au Moyen-Orient doit tenir compte de la question de Palestine et des droits du peuple palestinien à avoir une patrie, si l'on veut que cette paix se traduise dans

M. Omar (Brunéi Darussalam)

les faits. Le Brunéi Darussalam estime qu'ils sont indivisibles et qu'ils doivent être perçus comme un tout.

La solution de la question de Palestine est la condition préalable à la paix et à la stabilité dans la région. L'occupation par Israël des territoires palestiniens et d'autres territoires arabes est la source des tensions dans la région et une menace à la paix et à la sécurité internationales. On ne pourra instaurer de paix juste et durable au Moyen-Orient tant qu'Israël refusera de retirer ses forces de tous les territoires arabes et palestiniens qu'il occupe depuis 1967, y compris Jérusalem.

En l'absence de solution juste et durable à la question palestinienne, et en fait à la question du Moyen-Orient, la tension et la violence ne pourront que s'intensifier dans les territoires palestiniens et les autres territoires arabes occupés. Cette situation continuera de s'aggraver tant que les droits inaliénables du peuple palestinien ne seront pas pleinement reconnus.

Israël s'obstine dans sa politique visant à consolider son emprise sur les territoires palestinien et arabe occupés. Il poursuit avec vigueur ses actes illégaux visant à modifier la composition démographique et géographique des territoires occupés, en créant notamment des colonies de peuplement israéliennes. Nous sommes vivement préoccupés par la politique persistante d'Israël qui consiste à confisquer les terres arabes dans le territoire palestinien occupé et à implanter à la place des colonies de peuplement juives. Ces actes vont à l'encontre de la résolution du Conseil de sécurité qui affirme que les colonies de peuplement créées par Israël en Palestine et dans les autres territoires arabes occupés depuis 1967 sont nulles et non avenues sur le plan juridique et constituent un grave obstacle à l'instauration d'une paix d'ensemble et durable au Moyen-Orient. Les expulsions des habitants palestiniens et l'oppression que l'on fait peser sur la population arabe dans les territoires arabes occupés constituent également un grave obstacle à la réalisation de la paix. Il est donc impératif qu'Israël restitue sans aucune condition tous les territoires arabes qu'il occupe depuis 1967 et démantèle toutes ses colonies de peuplement illégales afin de faciliter l'instauration d'une paix authentique fondée sur les principes de la justice et de la morale.

La question de Palestine étant au coeur du problème du Moyen-Orient, les éléments essentiels permettant d'instaurer la paix au Moyen-Orient sont le

M. Omar (Brunéi Darussalam)

rétablissement des droits inaliénables du peuple palestinien, y compris le droit de retourner dans leur foyer, de recouvrer leurs biens, d'exercer leur droit à l'autodétermination et leur droit de créer leur propre Etat en Palestine à l'intérieur de frontières sûres et reconnues. Le droit à l'autodétermination est un droit sacré de tous les peuples. La lutte pour l'autodétermination et l'indépendance dont est privé injustement un peuple a non seulement engendré des conflits dans la région mais de plus menace constamment la paix et la sécurité internationales. Une paix authentique ne peut être instaurée que par le biais de négociations entre toutes les parties intéressées et non sur la base d'une supériorité militaire ou par l'expansion territoriale et une politique de terreur et de répression, comme le préconise Israël.

Le peuple palestinien a choisi l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) comme son seul représentant légitime. La participation du peuple palestinien, par l'intermédiaire de l'OLP, sur un pied d'égalité, avec les autres parties à toutes les négociations relatives au problème du Moyen-Orient, est indispensable. Toutefois, Israël persiste dans son intransigeance en rejetant d'emblée de négocier avec l'OLP. Nous pensons que les obstacles durables élevés par Israël sur la voie du processus de négociation de paix sont artificiels et peuvent donc être éliminés si Israël cesse sa politique actuelle d'expansion et abandonne son attitude intransigeante.

A cet égard, le Brunéi Darussalam appuie l'idée de la convocation de la conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient, comme le précise une résolution de l'Organisation des Nations Unies, car cette conférence constitue la seule manière réaliste et concrète de trouver une solution d'ensemble, juste et durable au problème du conflit arabo-israélien. La Conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient devrait être convoquée sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies avec la participation, sur un pied d'égalité, de toutes les parties au conflit arabo-israélien, y compris l'OLP.

La création d'un Etat palestinien indépendant en Palestine, sur son propre territoire national, sous la direction de l'OLP, conformément aux résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies, permettrait de résoudre le problème de Palestine.

M. CESAR (Tchécoslovaquie) (interprétation de l'anglais) : Une année s'est écoulée et nous examinons à nouveau ici l'évolution de la situation au Moyen-Orient, région qui est depuis longtemps une source de préoccupation profonde pour la communauté internationale. Jusqu'à présent, le débat a montré non seulement que la situation au Moyen-Orient restait dangereuse, mais aussi que ses perspectives devenaient de moins en moins sûres.

Aux Nations Unies, le problème du Moyen-Orient a été examiné à plusieurs reprises dans les différents organes de cette organisation universelle. Les discussions de fond sur cette question ont toujours abouti à la conclusion que la cause essentielle de cette situation dangereuse tenait à l'expansionnisme et à l'agressivité d'Israël. L'an dernier encore, nous avons eu de nouvelles preuves du caractère dangereux de la politique d'Israël. Souvenons-nous, par exemple, des pratiques barbares de l'occupant israélien en territoire libanais, de la répression incessante des Arabes dans d'autres territoires arabes occupés illégalement, de l'intensification des efforts de colonisation ou du bombardement terroriste honteux perpétré récemment contre le siège de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) en Tunisie. Ces actes ont été condamnés à juste titre et résolument par l'opinion publique mondiale. Toutefois, comme souvent dans le passé, la politique d'Israël a été défendue par les Etats-Unis. Depuis le début de cette longue période de crise au Moyen-Orient, les Etats-Unis eux-mêmes ont montré plus d'une fois que cette défense d'Israël était mue par les intérêts égoïstes de l'impérialisme américain. Des preuves irréfutables en ont été fournies au cours de nos débats. La communauté internationale a également condamné résolument le sionisme comme étant un instrument idéologique et politique destiné à s'assurer ces intérêts. On a indiqué à juste titre que le sionisme permettait de dissimuler le caractère et les origines sociales de la politique néo-colonialiste de l'impérialisme au Moyen-Orient et qu'il représentait une menace tant pour le peuple arabe que pour le peuple israélien.

Afin de parvenir à leurs objectifs, les Etats-Unis n'ont même pas hésité à recourir à la menace d'une intervention militaire directe. A propos de la regrettable affaire des otages à bord d'un avion américain, ils ont lancé une nouvelle campagne contre les Arabes, fait étalage de leur force et pris des mesures de répression contre le Liban qui ont aggravé la tension dans ce pays ainsi que dans l'ensemble de la région.

M. Cesar (Tchécoslovaquie)

A côté de ces manifestations flagrantes de la véritable nature de la politique du Gouvernement américain et de ses alliés au Moyen-Orient, les Etats-Unis persistent dans ce que leur propagande appelle des efforts de paix. Toutefois, leurs efforts n'ont d'autre but que leurs propres intérêts et les intérêts de leur protégé, Israël, alors que le coeur même du problème du Moyen-Orient, les droits inaliénables du peuple arabe de Palestine, y compris son droit à l'autodétermination et à la création de son propre Etat indépendant sur son propre territoire, est constamment laissé de côté.

La gravité de la situation au Moyen-Orient exige de la communauté internationale qu'elle trouve des moyens efficaces pour résoudre la crise du Moyen-Orient.

La délégation tchécoslovaque estime que la politique d'unité d'action des Etats arabes, telle qu'elle a été définie à Fès, forme le point de départ de la solution du problème. Cet accord reflète, en fait, les décisions pertinentes adoptées aux Nations Unies.

Nous soutenons la proposition faite par l'Union soviétique en juin 1984, qui englobe les six principes bien connus et généralement reconnus qui constituent la condition préalable au règlement juste et global de la crise du Moyen-Orient. Nous accordons la priorité à la question de Palestine; il ne saurait y avoir de paix au Moyen-Orient aussi longtemps qu'on ne résoudra pas cette question en reconnaissant le droit des Palestiniens à l'autodétermination.

Notre délégation, comme la majorité écrasante des Membres des Nations Unies, estime qu'une conférence internationale est le mécanisme le plus approprié pour résoudre la crise. Toutes les parties intéressées, y compris l'OLP, Israël, ainsi que l'Union soviétique et les Etats-Unis, devraient participer à cette conférence, et ce sur un pied d'égalité. L'OLP ne doit pas être privée du droit qui lui a été accordé par l'Assemblée générale des Nations Unies, à savoir le droit de représenter le peuple palestinien sur la scène internationale. Ce droit à la représentation s'applique autant aux relations bilatérales qu'aux relations multilatérales.

Nous sommes résolument opposés à toute tentative faite pour influencer sur la situation au Moyen-Orient par des négociations séparées. Nous nous fondons sur le fait que le problème du Moyen-Orient déborde depuis longtemps déjà du cadre bilatéral et qu'il comporte certains aspects d'un caractère multilatéral aux

M. Cesar (Tchécoslovaquie)

nombreuses ramifications. Permettre à des entretiens séparés d'avoir lieu sur une question collective revient à donner le feu vert aux efforts tentés pour émietter sans profit le problème du Moyen-Orient. Jusqu'ici, l'évolution des événements au Moyen-Orient a montré de manière convaincante que la politique des concessions à l'agresseur et des démarches séparées n'avait pas donné au Moyen-Orient la paix désirée dont les signataires des accords de Camp David avaient l'habitude de parler. Cette politique n'a même pas avancé la cause de la protection des droits légitimes du peuple arabe de Palestine. Bien au contraire, le traité de paix avec l'Egypte a permis à Israël de perpétrer de nouvelles agressions, cette fois contre le Liban et le mouvement de résistance palestinien. L'accord de mai 1983 entre Israël et le Liban n'a pas été un succès non plus et il a été annulé du fait de l'opposition des forces patriotiques libanaises soutenues par la Syrie.

Ces exemples fournissent la preuve convaincante que la solution de la crise du Moyen-Orient exige un mécanisme collectif qui protège de manière juste et équitable les intérêts de toutes les parties intéressées. La délégation tchécoslovaque estime que le système des Nations Unies est capable de fournir le soutien efficace qu'appellent ces négociations. En même temps toutefois, nous voudrions souligner que même le meilleur mécanisme ne saurait donner les résultats voulus si les parties en question ne sont pas disposées à faire preuve de bonne volonté politique pour arriver à un compromis équitable. Il faut se rappeler que notre organisation est dotée d'instruments efficaces pour protéger la paix et la sécurité internationales, même contre la volonté de l'agresseur.

La Déclaration du Comité consultatif politique des Etats membres du Pacte de Varsovie dit que :

"Pour améliorer les relations internationales, il faut adopter dans le domaine politique une nouvelle approche, correspondant aux réalités du monde moderne, et faire preuve de part et d'autre de modération." (A/C.1/40/7, p. 4)

Une telle approche offrirait sans aucun doute la clef de la solution des problèmes du Moyen-Orient.

M. SAHBANI (Tunisie) (parle en arabe, texte français fourni par la délégation) : Lorsque la quarantième session de l'Assemblée générale des Nations Unies aura été achevée et que l'on s'avisera de faire le bilan de ses travaux, on se rendra compte que la question du Moyen-Orient aura été l'une des principales questions qui auront retenu, cette année encore, l'attention de l'opinion publique internationale. Mais l'on constatera aussi qu'encore une fois elle n'a pas évolué vers une issue qui annonce une solution prochaine; bien au contraire, cette question aura connu plus de complications, d'ambiguïté et se sera éloignée davantage de la solution.

Cela ne signifie pas, bien sûr, que l'intérêt qu'on porte à ce problème est en diminution ou que le danger qu'il suscite est en régression. Mais une sorte de lassitude a fini par gagner les gens et certains pensent que ce problème constitue un abcès avec lequel il faudra désormais apprendre à coexister.

Ce sentiment résulte de l'échec des nombreux projets qui ont été avancés pour la solution de ce problème, projets qui ont buté sur un mur irréductible de refus et d'incompréhension. Comment, dans ces conditions, les esprits ne seraient-ils pas gagnés par le scepticisme vis-à-vis des discours que nous faisons à cette tribune, alors que, face à nous, se dresse le même durcissement, la même vanité et le même mépris vis-à-vis de l'opinion d'autrui?

Tout le monde est d'accord pour penser que le cœur du problème du Moyen-Orient réside dans l'affaire palestinienne et que la solution de cette affaire commandera la détente dans toute la région. Il y a deux jours, j'ai exprimé, devant cette assemblée, le point de vue du Gouvernement tunisien à ce sujet. Les orateurs qui se sont succédé alors à cette tribune ont été presque tous d'accord sur les conditions qu'il fallait remplir pour assurer le succès de tout dialogue sur cette question.

Malheureusement, il est à craindre que ces discours n'aient point trouvé un écho favorable. Car nous avons entendu un discours qui a contourné le problème; on a évité de le traiter à partir d'une approche qui regarde vers l'avenir et qui essaie de composer avec le point de vue des autres; on n'a pas cherché à prospecter les voies d'une paix réelle en partant de données qui ont reçu l'accord de la plupart des Etats et des peuples du monde.

Et, délibérément, on a perdu une nouvelle occasion, qui aurait pu être utile. Quel dommage!

M. Sahbani (Tunisie)

On a souvent demandé instamment à l'Organisation des Nations Unies d'assumer pleinement ses responsabilités dans la mise en oeuvre des résolutions qu'elle a adoptées à propos de l'affaire du Moyen-Orient. Mais que peut faire l'Organisation quand le principal responsable de cette situation, Israël, refuse de reconnaître ces résolutions et se déclare non tenu à leur égard par les obligations qui le lient en tant que Membre de la Charte des Nations Unies?

Dorénavant, nos réclamations ne devront plus s'adresser aux Nations Unies, mais aux Etats Membres qui sont conviés à assumer leurs responsabilités afin d'amener l'Etat récalcitrant au respect des règlements et résolutions de l'Organisation.

Dans le cas d'espèce, nous devons nous efforcer tout particulièrement de comprendre la signification exacte de la paix et d'en persuader Israël. Nous entendons par paix celle qui n'est pas fondée sur l'intolérance et l'humiliation, la paix qui honore les droits naturels et essentiels de l'homme, la paix qui accorde aux hommes le droit de s'autodéterminer, sans exception, et de réaliser leur choix comme ils l'entendent, la paix qui permet aux hommes d'oeuvrer à relever les défis de leur époque, la paix qui permet aux Etats de coexister dans un esprit de compréhension, d'entraide et de respect mutuel.

Ces concepts sont ceux qui préoccupent aujourd'hui l'esprit des peuples arabes. Les gouvernements arabes en ont donné une illustration éloquente dans le projet de paix adopté à Fès en novembre 1982.

Ces concepts ne sont pas en contradiction avec l'appel qui a été lancé dans cette enceinte pour un arrêt de la guerre et un abandon des procédés condamnés par les lois internationales; ils ne jurent pas non plus avec l'invitation faite aux Etats de la région d'entreprendre les démarches nécessaires pour arriver à la paix et à la stabilité; ils s'opposent encore moins au principe des négociations sincères. Mais, en nous en tenant strictement à la lettre des discours, nous risquons de feindre la vérité pour dissimuler le contraire et nous finirons par dénaturer la paix et par en fausser le sens.

Pour être sincère, cet appel devrait s'accompagner d'actes qui soient en harmonie avec la paix.

Cela suppose la reconnaissance par Israël du droit du peuple palestinien à disposer de lui-même, à choisir ses représentants en toute liberté; cela suppose

M. Sahbani (Tunisie)

aussi le retrait d'Israël des territoires occupés en Cisjordanie, à El Qods, dans le Golan et à Gaza; cela suppose en outre l'abandon par Israël du recours à la force, à l'agression, à l'extension des conflits, à l'incitation aux différends communautaires; cela nécessite par ailleurs la fin de la chasse aux Arabes dans les territoires occupés, de l'expropriation de leurs biens, de la violation de l'authenticité de leur pays. L'amour de la paix exige enfin l'application des résolutions des Nations Unies, le respect de leurs principes et non la négligence des obligations que l'on a souscrites envers l'Organisation.

M. Sahbani (Tunisie)

Ce sont les gages qu'Israël devrait commencer à appliquer pour que son appel à la paix soit crédible.

En ce qui les concerne, les Arabes ont publiquement donné la preuve suffisante de la largesse de leurs vues et de leur disponibilité.

C'est alors que nous pourrions envisager la rencontre des différentes parties non seulement pour négocier la paix de la région mais pour contribuer à l'avènement de la paix universelle et épargner aux peuples les affres de la guerre, de la peur et du sous-développement.

En dépit des doutes qui nous hantent, de l'amertume des échecs successifs, nous entendons tout de même garder l'espoir et ne point désespérer de la raison des hommes et de leur solidarité. Et puisse la détente qui s'annonce dans les relations internationales se répercuter, entre autres régions, sur le Moyen-Orient.

M. IRUMBA (Ouganda) (interprétation de l'anglais) : La situation au Moyen-Orient est la préoccupation majeure des Nations Unies depuis leur création. Pendant ces 40 dernières années, les Nations Unies ont été aux prises avec les problèmes que provoque la crise du Moyen-Orient, mais leur solution continue de nous échapper.

Au cours des 40 dernières années, la région a connu cinq grandes guerres dont les conséquences ont été ressenties dans le monde entier. Comme le Secrétaire général a eu l'occasion de nous le rappeler l'année dernière, la recherche d'un règlement de la situation au Moyen-Orient s'est poursuivie sur une voie qui nous est devenue que trop familière. Après chaque grande guerre, des efforts en faveur de la paix ont été déployés, stimulés par une nouvelle prise de conscience des dangers que l'impasse constante dans laquelle se trouvait la situation faisait courir. Des propositions de paix ont souvent été avancées et, dans certains cas, des accords partiels ont été conclus. Mais, rapidement, les efforts en faveur de la paix ont abouti à une impasse, la situation perdait alors son caractère d'urgence jusqu'à ce qu'éclate la prochaine crise.

L'intransigeance d'Israël, d'une part, et le fait, d'autre part, que certains membres puissants de cette organisation refusent de s'attaquer à la racine de la crise, à savoir la question de la restauration des droits inaliénables du peuple palestinien, ont toujours fait échouer les efforts déployés en faveur de la paix.

En 1947, l'Assemblée générale a adopté la résolution 181 (II) portant création de l'Etat d'Israël. Dans cette résolution, l'Assemblée générale demande également

M. Irumba (Ouganda)

la création d'un Etat palestinien indépendant. La politique fondamentale d'Israël, depuis sa création, a été de prévenir la constitution d'un Etat palestinien. Au lieu de cela, Israël s'est attaché à absorber les territoires palestiniens et des territoires d'autres pays arabes pour réaliser son rêve d'erez Israël. L'annexion des hauteurs du Golan et de Jérusalem, l'implantation de colonies de peuplement sur la rive occidentale et à Gaza et la poursuite de l'occupation du Liban du Sud font partie intégrante de cette politique. L'incapacité de restaurer les droits inaliénables du peuple palestinien est encore à l'origine de la crise du Moyen-Orient.

Israël a laissé entendre que, les pays arabes et les Palestiniens n'ayant pas accepté la résolution 181 (II) lors de son adoption, ils ne peuvent dès lors prétendre en tirer parti. Cependant, la résolution 181 (II) et d'autres résolutions pertinentes demeurent valables et applicables. Israël n'a pas le droit de s'opposer à leur application. S'y opposer reviendrait à nier ses origines et à brûler son certificat de naissance. Israël a accepté formellement cette résolution et son acceptation implique qu'il ne peut occuper ou annexer les terres palestiniennes et arabes. C'est un principe équitable bien connu : on ne peut nier la validité d'un document, dont on se réclame par ailleurs pour en tirer certains avantages. Le fait que les pays arabes n'ont pas accepté le partage envisagé ne confère pas à Israël le droit de s'approprier les territoires palestiniens et arabes.

Les guerres israélo-arabes de 1948 et de 1967 n'ont pas abrogé la résolution 181 (II). Elles peuvent avoir empêché l'application immédiate de la résolution; elles n'ont nullement affecté ou altéré sa validité.

Il y a environ 10 ans que l'Assemblée générale a adopté la résolution 3236 (XXIX), dans laquelle l'Assemblée reconnaît à juste titre que la question de Palestine et le droit des Palestiniens à l'autodétermination et à leur propre Etat indépendant se situent au coeur de la crise du Moyen-Orient et devraient être la responsabilité première de la communauté internationale. Dans cette résolution, l'Assemblée générale reconnaît l'OLP comme seul représentant authentique du peuple palestinien. A la suite de l'adoption de cette importante résolution, la restauration des droits inaliénables du peuple palestinien s'est vu donner la priorité absolue dans l'ordre du jour des Nations Unies.

M. Irumba (Ouganda)

Au fil des ans, nous avons débattu des moyens qui permettraient de réaliser cet objectif au sein de cette assemblée et dans d'autres instances des Nations Unies. La Conférence internationale sur la question de Palestine a tracé la voie pouvant mener à l'instauration d'une paix authentique et durable. Elle a demandé la convocation d'une conférence internationale de paix sur le Moyen-Orient, à laquelle participeraient les membres permanents du Conseil de sécurité et tous les intéressés, y compris l'OLP.

Depuis que l'Assemblée générale a fait sienne cette recommandation, notre Secrétaire général s'est efforcé énergiquement de faire prendre les mesures visant à convoquer la conférence. Le refus obstiné d'Israël d'accepter toute proposition de paix significative a dressé un obstacle insurmontable à la convocation d'une telle conférence. Il a rejeté d'emblée l'idée d'une conférence internationale. Nous ne pouvons que regretter qu'un membre puissant de notre organisation ait appuyé Israël dans cette voie. A notre avis, une paix durable au Moyen-Orient exige la pleine participation des deux superpuissances. L'exclusion de l'une d'entre elles au processus de paix signifie que tout accord qui serait réalisé reposerait sur des bases fragiles. La Conférence de Genève sur le Moyen-Orient de 1973, coprésidée par les Etats-Unis et l'Union soviétique, a montré que la coopération des superpuissances est utile et ne constitue nullement un obstacle. En effet, les événements qui se sont ensuivis ont montré que l'exclusion au processus de paix d'une superpuissance au préjudice de l'autre ne faisait que rendre la situation encore plus complexe.

M. Irumba (Ouganda)

Un certain nombre de propositions prenant en considération les préoccupations véritables d'Israël, qui auraient pu aboutir à un règlement authentique, ont été présentées ces dernières années. Le plan de Fès de 1983 montre clairement la sincérité des pays arabes et de l'OLP dans la recherche d'un règlement pacifique de la question palestinienne et de la question du Moyen-Orient dans son ensemble. Récemment, l'OLP et la Jordanie ont fait des propositions en vue d'un règlement pacifique de la question qui - tout observateur objectif en conviendra - allait fort loin pour répondre aux préoccupations véritables d'Israël. La réaction d'Israël à la bonne volonté des pays arabes et de l'OLP a été négative et provocante.

Chaque étape où de nouvelles initiatives ont été prises en vue de prévoir un cadre pour des négociations globales, Israël s'est lancé dans des actions agressives et provocantes pour faire échec au processus de paix. Il n'est guère surprenant, dès lors, que le raid aérien scandaleux, ne faisant suite à aucune provocation, contre le siège de l'OLP à Tunis, ait été lancé au moment même où des efforts réels étaient déployés pour réanimer les négociations de paix.

Par le passé, chaque fois qu'Israël était instamment prié de se retirer des territoires arabes occupés en exécution de la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité, qu'il avait acceptée, il prétendait qu'il ne conservait ces terres qu'aux fins d'un marchandage uniquement, donnant ainsi l'impression qu'il se retirerait dans le contexte d'un règlement global contre sa reconnaissance et son acceptation par les Etats arabes. Mais la réaction d'Israël en réponse à toutes les propositions véritables visant à un règlement global a dévoilé ses objectifs réels. Il semble que le seul règlement qu'Israël soit disposé à accepter est celui qui lui conférerait un titre de propriété sur ses acquisitions illégales, ce que nous ne pouvons accepter.

Israël a transformé son rejet méprisant de toutes les initiatives de paix en hostilité ouverte à l'égard de ceux qui avaient présenté ces initiatives. Inutile de dire que les Nations Unies qui, ironiquement, ont donné naissance à l'Etat d'Israël, sont devenues la première cible. Au lieu de répondre de façon positive aux résolutions des Nations Unies, qui découlent de la violation par Israël du droit international, celui-ci accuse notre organisation d'adopter des résolutions mal équilibrées et d'attiser les flammes du conflit. L'Organisation des

M. Irumba (Ouganda)

Nations Unies ne devrait pas se laisser dissuader par de telles manoeuvres de continuer à défendre les principes auxquels elle croit.

L'Ouganda a toujours considéré qu'un plan de paix présentant quelque signification devait être envisagé comme un tout, dont chaque partie est intégralement liée aux autres. Nous avons toujours soutenu que le conflit ne pouvait être résolu que par un règlement global portant sur tous ses aspects. Les Nations Unies doivent fournir le cadre d'une paix juste et globale. Un cadre pour la paix peut être juste s'il rétablit le peuple palestinien dans ses droits et il peut être global s'il tient compte de toutes les aspirations légitimes dans la région et implique la participation de toutes les parties intéressées.

Une telle solution doit inclure les éléments suivants : premièrement, le retrait d'Israël des territoires arabes occupés; deuxièmement, la reconnaissance du droit des réfugiés de retourner dans leur patrie; et troisièmement, par les Palestiniens de leur droit à l'autodétermination.

Etant donné que le rétablissement des droits palestiniens se situe au centre même de tout règlement, il s'ensuit que les Palestiniens, par l'intermédiaire de l'OLP, leur seul représentant authentique, doivent nécessairement participer aux négociations.

De vigoureux efforts ont été déployés visant à dénier à l'OLP un rôle dans le processus de paix. Aujourd'hui cependant, il faut reconnaître qu'un élément important du consensus national palestinien est le fait que l'OLP est le seul représentant légitime du peuple palestinien et est la seule autorité qui ait compétence pour négocier en son nom, sur les plans national, régional et international. Pratiquement tous les pays reconnaissent le caractère représentatif de l'OLP. Même les quelques pays qui se situent en dehors de ce large consensus admettent à contrecœur son caractère représentatif. Cependant, en dépit de cette reconnaissance, Israël et ceux qui le soutiennent continuent à déployer des efforts pour essayer de trouver des représentants plus souples, dont les programmes politiques trahiraient la cause palestinienne. Le peuple palestinien a, comme il se devait, rejeté et fait échec à de telles manoeuvres. La recherche d'un négociateur autre que le représentant légitime du peuple palestinien continuera à être vaine. Si l'on veut établir une paix véritable, il importe que tant Israël que ses partisans acceptent de négocier avec l'Organisation de libération de la Palestine.

M. Irumba (Ouganda)

Pour conclure, je tiens à réaffirmer que l'Ouganda appuie le peuple palestinien et l'OLP, son seul et authentique représentant, et est solidaire avec eux dans leur lutte.

M. RAJAIE-KHORASSANI (République islamique d'Iran) (interprétation de l'arabe) : Je remercie le Président de me donner cette occasion de parler de la très importante question de la situation au Moyen-Orient. Nous pensons qu'il s'agit là d'une question qui est nôtre en priorité, mais qui, à l'heure actuelle, concerne fondamentalement aussi notre petit globe tout entier. Nous espérons que tous les représentants ici présents, de même que ceux qui, pour l'une ou l'autre raison, sont absents, rafraîchiront leur mémoire en ce qui concerne la situation au Moyen-Orient et adopteront finalement une attitude courageuse, décisive et positive en vue de résoudre cette situation qui a déjà trop duré.

Je vais commencer ma déclaration avec un verset du saint Coran qui a déjà été cité plus d'une fois à l'Assemblée générale, parce que, ainsi que je l'ai dit précédemment, il s'applique de façon tout à fait pertinente au coeur du problème du Moyen-Orient, qui est l'occupation de la Palestine par l'entité sioniste.

M. Rajaie-Khorassani (République islamique d'Iran)

Je cherche refuge en Dieu pour me protéger de Satan le damné.

"...Toute autorisation est donnée à ceux qui sont combattus" - c'est-à-dire les Palestiniens - "parce que vraiment ils sont lésés, et Dieu est capable, vraiment, de les secourir."

Tel est l'appui divin pour la lutte et la victoire.

"à ceux qui ont été expulsés de leurs demeures - sans droit, sauf qu'ils disaient 'Dieu est notre Seigneur'; si Dieu ne repoussait pas les gens les uns par les autres, les ermitages seraient démolis, et aussi les synagogues et les oratoires, et les mosquées où le nom de Dieu est beaucoup rappelé. Et très certainement, Dieu secourt ceux qui Le secourent; certes oui, Dieu est fort puissant." (Le Coran, xxii, 39 et 40)

A chaque session de l'Assemblée générale, nous constatons que la situation au Moyen-Orient est pire que l'année précédente. Les forces d'occupation sionistes tiennent toujours la Palestine en otage. Les Palestiniens sans foyer vivent toujours dans des camps de réfugiés, et nombre d'entre eux vivent de la charité du Comité international de la Croix-Rouge, alors que leurs maisons, leurs fermes, leurs propriétés et en fait, leur patrie tout entière, sont toujours aux mains des usurpateurs sionistes. Il est ironique que la main prétendument généreuse qui fait des dons au Comité de la Croix-Rouge soit aussi celle qui, fermement, soutient l'ennemi. Ce qui veut dire qu'ils feignent l'humanitarisme et la bonté alors qu'ils sont vraiment malfaisants puisqu'ils soutiennent l'occupation de la Palestine.

Mais, pourtant, il y a eu une légère - ou peut-être pas si légère - évolution qui a encore aggravé la situation cette année; il s'agit d'un incident déplorable, le bombardement d'un camp de Palestiniens en Tunisie. Certes, il y a trois ans, les usurpateurs sionistes établissaient de nouvelles colonies de peuplement sur la rive occidentale du Jourdain - et ils continuent probablement encore aujourd'hui - et ils attaquaient des villages libanais. Il y a deux ans, ils envahissaient le Liban par une guerre d'agression ouverte et ils se livraient au massacre de Sabra et de Chatila. Ces événements sont trop connus pour qu'il soit nécessaire de les rappeler.

L'année dernière, la lutte des musulmans du Liban s'est poursuivie; cette lutte a coûté des milliers de vies, tant parmi les combattants musulmans que parmi les civils innocents sur la terre islamique du Liban. Il y a eu également des attaques de représailles lancées par les sionistes contre des musulmans innocents

M. Rajaie-Khorassani (République islamique d'Iran)

partout au Liban. Les sionistes ont bombardé des mosquées et ont tué des gens rassemblés pour la prière. A tout cela vient s'ajouter la guerre civile et interne qui se déroule au Liban. Puisque nous parlons de la situation au Moyen-Orient, cela également doit être mentionné. Beyrouth la belle a été démolie du fait des envahisseurs sionistes, et le visage du Liban est couvert de sang. En outre, l'ennemi sioniste, poursuivant la politique barbare de liquidation totale de la nation palestinienne qu'il a adoptée dès les premiers jours de son occupation, notamment à Deir Yassin, Sabra et Chatila - en empoisonnant les femmes palestiniennes et en bombardant jusqu'aux camps les plus éloignés, même en Tunisie - a maintenant à son actif le fait historique que les camps de Palestiniens, si éloignés soient-ils, demeureront toujours la cible des usurpateurs sionistes expansionnistes.

La base sioniste est une base de mendicité, bien sûr. Elle tire sa principale source de revenus des Etats-Unis. Par conséquent, quelques-uns au moins des crimes qu'elle commet peuvent être inscrits au palmarès de la politique étrangère des Etats-Unis.

Durant l'année écoulée, les Etats-Unis ont offert, d'après ce qu'on m'a dit, 4 milliards de dollars à la base sioniste. Cette modeste contribution, lorsqu'on la divise entre le nombre d'habitants de la base sioniste qui occupe la Palestine, nous donne le montant, per capita, que la base a reçu des Etats-Unis. Il s'élève à plus de 2 000 dollars par personne. J'ai compté 2 millions d'habitants pour la base sioniste. Mais à coup sûr, cette population n'atteint pas 2 millions. J'ai pris le chiffre de 4 milliards qui est le chiffre fourni officiellement en tant que contribution des Etats-Unis à la base sioniste. La somme actuelle est probablement bien plus considérable. Ainsi, la contribution, par personne, faite aux ennemis de l'humanité est, au moins, de 2 000 dollars. Je voudrais demander aux représentants d'Etats souverains, ici présents, quel est le revenu par habitant de leur population? Combien d'entre eux ont un revenu atteignant 2 000 dollars? Nous savons que les représentants de certains Etats auraient à annoncer un revenu national par habitant bien en dessous de 1 000 dollars. Voilà la triste réalité. Dans combien de pays représentés ici existe-il réellement un revenu par habitant égal ou supérieur à celui d'un immigrant sioniste ashkénaze résidant en Palestine occupée? Et y a-t-il quelqu'un pour penser que cette prétendue contribution à l'occupant sioniste est faite de façon désintéressée, pour l'amour de Dieu? Ou est-ce une récompense pour la participation de cet agent à l'occupation de la Palestine?

M. Rajaie-Khorassani (République islamique d'Iran)

Comme je l'ai dit, il s'agit là simplement de l'argent officiellement versé par le Gouvernement des Etats-Unis à la base sioniste de terreur. Mais il y a également des prêts et d'autres formes d'assistance sous forme d'alliance stratégique et de coopération technique. Quant au secteur privé, certaines institutions charitables rassemblent également les dons venant de l'argent de poche des enfants qui viennent s'ajouter à d'énormes sommes forfaitaires qui, grâce au pouvoir ensorcelant des médias sionistes, ne sont probablement pas moindres que la contribution officielle des Etats-Unis.

Ils peuvent ignorer l'explication tout à fait pertinente quant à la raison pour laquelle la base sioniste mord sa propre mère qui l'a nourrie et espionne le Gouvernement américain. Ce que nous ne pouvons pas ignorer, c'est que l'appui américain sans réserves à cette base vise la perpétuation de l'occupation de la Palestine jusqu'à ce que celle-ci devienne une entité régionalement reconnue. Voilà le complot. Le complot est de garder une certaine effervescence en permanence en attendant que l'occupation soit reconnue. Et l'Assemblée sait combien contribuent à cette situation et à qui elle profite. L'hydre de l'impérialisme et son sinistre rejeton savent très bien qu'une entité artificielle illégitime ne peut pas devenir un pays. Mais, en collaboration avec d'autres, qui se sont unis contre tout le monde musulman, ils essaient quand même. Ils sont encouragés par l'enthousiasme et la fascination que leur procure l'occupation de la Palestine, de telle sorte qu'ils ne peuvent tout simplement pas comprendre que tous leurs efforts sont inutiles. Ils ne voient pas que leur complot n'aboutira pas.

Ils sont heureux car ils prennent leurs désirs pour des réalités. Ils vivent dans l'illusion qu'ils ont réalisé leur aspiration. Ils pensaient qu'en inscrivant cette base illégitime au registre des Nations Unies, le problème serait résolu. Mais l'Assemblée sait bien que c'est le contraire qui s'est produit. Ensuite, ils ont pensé que s'ils adoptaient une politique expansionniste, les peuples musulmans du Moyen-Orient, dans les pays voisins, seraient prêts à échanger la sécurité de la base terroriste pour leurs propres territoires déjà occupés. Voilà comment Camp David est arrivé. Ils ont d'abord décidé d'occuper et, ensuite, ils ont échangé la terre de l'Egypte contre le silence de l'Egypte à l'égard de l'occupation de la Palestine. Voilà le complot de Camp David. Ensuite, il y a le "plan de paix" de

M. Rajaie-Khorassani (République islamique d'Iran)

Camp David; ensuite le plan de paix de Reagan; ensuite des plans de paix arabes simplistes. L'ennemi était si heureux du fait que le concept de plan de paix devenait populaire parmi certains fantoches qu'il n'a jamais compris que ces fantoches ne pouvaient être manoeuvrés que de façon limitée. Voilà pourquoi l'ennemi essaie de séduire encore maintenant sans comprendre que ces fantoches ne sont pas toujours faciles à manoeuvrer, et certains de ses alliés essaient encore de séduire encore certains rois, probablement même des présidents, pour qu'ils deviennent parties à l'Accord de Camp David. Ils insistent sur leurs propositions de paix.

Mais en fait tant que la base sioniste existera, la région du Moyen-Orient ne verra jamais même l'ombre de la paix. Donc, les champions des prétendus plans de paix devraient comprendre que ceux qui prennent vraiment les décisions sont les musulmans du Moyen-Orient et non certains monarques choisis qui, sous la pression de l'hydre impérialiste, sont soumis à des manoeuvres de séduction pour les inciter à s'associer à un processus de paix perfide.

Il y a des Palestiniens sans abri au Moyen-Orient et on ne peut en aucune façon l'oublier; les Palestiniens sont incapables de l'ignorer. Il y a des sanctuaires islamiques qui sont occupés et les plus démunis ne l'oublieront pas. Et, surtout, il y a la base sioniste de terreur dans notre région, et personne ne peut l'oublier. Ces faits empêcheront toujours la blessure de se refermer et aviveront toujours la détermination des peuples. Seuls les imbéciles peuvent s'imaginer que, s'ils apaisent certains Palestiniens et certaines personnes dans la région et les emmènent dans un camp de réfugiés quelque part sur la rive orientale ou la rive occidentale du Jourdain, ce qu'ils appellent un foyer pour les Palestiniens, le problème sera résolu. Ces procédés ne marcheront pas.

Tant que la base de terreur occupera la Palestine, il n'y aura pas de paix. Ceux qui consacrent leur énergie à ces stupides propositions de paix devraient faire preuve de bon sens.

Je voudrais maintenant m'adresser à toutes les puissances arrogantes et porter à leur noble attention que la seule manière de rétablir totalement la Palestine est d'évacuer complètement la base sioniste; sinon il n'y aura pas de paix. Plus longtemps la Palestine sera occupée, plus longtemps nos frères palestiniens seront

M. Rajaie-Khorassani (République islamique d'Iran)

dans des camps de réfugiés, plus ferme sera la détermination des peuples musulmans de la région et plus grande sera la prise de conscience des masses musulmanes devant cette tragédie. Aujourd'hui, la conscience et la volonté musulmanes sont plus fortes qu'hier face à cette tragédie.

Voyez l'Egypte et voyez ce qu'on lit à propos des musulmans égyptiens, même dans les journaux américains. Je vous assure que l'Egypte n'est pas le seul pays.

M. Rajaie-Khorassani (République islamique d'Iran)

Plus leur occupation de la Palestine se prolonge, plus grande est la détermination du peuple musulman de la région et plus les masses musulmanes prennent conscience de leur tragédie. Ainsi, la situation au Moyen-Orient risque d'aller de mal en pis mais, en définitive, les événements changeront de cap et la logique l'emportera.

Il semble que l'Organisation internationale prétende délibérément ne pas connaître la situation. Au cours des quatre années où l'occasion m'a été donnée d'observer, avec amusement, les joutes stupides de la politique internationale qui se déroulent ici, j'ai déjà constaté cette volonté délibérée d'ignorer la gravité de la situation au Moyen-Orient, comme si l'on pouvait imaginer que parce que certains ambassadeurs se laissent prendre aux artifices de la diplomatie internationale aux Nations Unies, des millions de musulmans de la région pourraient à leur tour automatiquement s'y laisser prendre. Quelle hypothèse absurde. Quel triste raisonnement.

Peut-être est-il bon que les diplomates aillent parfois vers les masses et leur parlent directement au lieu d'agir simplement à partir d'instructions reçues de leur capitale. Naturellement, ils doivent agir conformément à ces instructions, mais ils doivent penser également en fonction de leur communication directe avec les masses, et, si possible, avec celles du Liban, de la Tunisie et du reste du monde musulman. Cependant, de telles affirmations naïves conduisent au déploiement des forces du contingent multinational au Liban. Souvenons-nous : ceux qui ont envoyé ces forces pensaient que s'ils pouvaient convaincre certains diplomates ou certains hommes politiques, alors tout se passerait bien. Mais ils avaient tort. Tout le monde a pu le constater. Et les conséquences sont bien connues. Malheureusement, même aujourd'hui, qui est prêt à en tirer les leçons?

Et, en fin de compte, à cause des banalités monumentales débitées par des puissances méprisantes, la situation au Moyen-Orient est aujourd'hui plus grave que jamais. Les foyers de millions de personnes sont détruits et leur patrie est occupée. Même les camps de réfugiés sont régulièrement bombardés. Que devraient-ils faire? Que devraient faire ces gens? Les ambassadeurs ont appuyé sur un bouton pour indiquer qu'ils étaient favorables à la résolution - nous savons cela. Mais qu'en est-il de ces gens? Je suis certain que chacun ici est très satisfait qu'ils ne puissent suivre nos débats. Mais je suis certain également qu'en définitive, ils imposeront leur volonté aux boutons, ici.

M. Rajaie-Khorassani (République islamique d'Iran)

Ne devraient-ils rien faire? Naturellement l'ennemi dit, non, ils ne doivent rien faire, ils doivent juste venir et négocier, sinon ils seront traités de terroristes. N'est-il pas vrai que les Palestiniens sont traités de terroristes parce qu'ils ne reconnaissent pas l'occupation et ne négocient pas? S'ils étaient prêts à reconnaître l'occupation et à négocier, alors ils ne seraient plus qualifiés de terroristes. Le terrorisme est, certes, un des nouveaux éléments de notre région dont il faut tenir compte.

Prenons un exemple. Supposons qu'une bande de malfaiteurs sionistes attaquent un quartier de votre ville. J'ignore d'où vous venez les uns et les autres. Mais imaginons - pour les besoins du raisonnement - que ce qui s'est passé en Palestine se produise dans votre propre ville : les malfaiteurs arrivent et occupent un quartier de cette ville. Ils arrivent, occupent ce quartier et tout simplement chassent les résidents - vos amis, vos parents, vos voisins, tous. Ils font partir les résidents du quartier, notamment ceux qui résistent et protestent. Puis ces malfaiteurs bien équipés tueront vraisemblablement certains des résistants. Ils en tueront certains et en laisseront d'autres dans les territoires occupés, là où ils ne présenteront plus aucune menace, et où ils pourront être contrôlés. Les malfaiteurs ont des armes et ils sont équipés, cela nous le savons. Alors supposons qu'ils envoient le reste de la bande dans la partie occidentale de votre ville natale.

Il est tout à fait évident que ces malfaiteurs bien équipés disposent des armes et de la force nécessaires pour briser toute résistance. Pour que l'exemple choisi soit plausible, nous devons partir de l'hypothèse - la plus honnête possible - que les faits ainsi évoqués ressemblent fort à ceux qui se sont produits en Palestine. Ces occupants, ces malfaiteurs bien équipés, souvent bien informés, ont l'appui d'importants groupes d'intérêt établis dans d'autres villes; ils bénéficient également de leur appui politique. Toutes les tentatives faites par les victimes pour chasser ces distingués malfaiteurs échouent et ils restent dans leur forteresse. Naturellement la population autochtone ne se résigne pas mais il est évident aussi qu'elle ne peut vaincre les malfaiteurs par les méthodes de guerre classiques car si elle avait été en mesure de le faire, il n'y aurait pas eu d'occupation.

D'abord, ils vont devant un tribunal mis à leur disposition, dans une ville voisine ou ailleurs dans le pays - disons devant le Conseil de sécurité des

M. Rajaie-Khorassani (République islamique d'Iran)

Nations Unies. Ils s'y rendent et ils s'aperçoivent que ce tribunal est loin d'être honnête; ils s'aperçoivent qu'il est occupé par les mêmes malfaiteurs et - à la surprise des victimes - le tribunal fonctionne, bien qu'il soit occupé. Ainsi, officiellement parlant, il y a un tribunal mais il fonctionne mal. C'est un tribunal actif : il dispose de résolutions, de décisions, d'amendements, de règlements et de tout le reste; c'est un tribunal très sérieux avec un rituel, avec des dignitaires qui possèdent de beaux attachés-case et parlent un fort beau langage, certainement un anglais très châtié. Telle est la situation.*

* M. Oyoue (Gabon), vice-président, assume la présidence.

M. Rajaie-Khorassani (République islamique d'Iran)

Il y a tant de naïfs et de gens instruits qui n'y connaissent rien dans ce tribunal. Ils sont sincèrement convaincus que c'est un tribunal juste, ils sont convaincus que c'est un tribunal, qui, tout au moins en vertu de cette charte, est chargé du maintien de la paix et de la sécurité. Ainsi, en toute sincérité et en toute candeur, chacun vient présenter son cas devant ce tribunal et devra, comme les Palestiniens, attendre en vain pendant 35 ans.

Les Palestiniens ont finalement décidé de recourir à toutes sortes de méthodes de guerre non classiques, bonnes ou mauvaises, pour lutter contre l'ennemi. Ils n'ont pas d'autre choix. Ils ont essayé toutes les voies possibles. Dès qu'ils commencent leur lutte, ils sont appelés terroristes parce qu'ils ne négocient pas et parce qu'ils ne disposent pas des méthodes classiques de guerre. Ils ne disposent pas d'avions supersoniques; ils ne nourrissent pas l'ambition de la guerre des étoiles; ils ne produisent pas les missiles les plus perfectionnés et ne possèdent pas la technique de guerre la plus puissante. Ils doivent donc se contenter du minimum, à savoir des moyens primitifs dont ils disposent et qu'ils doivent utiliser aussi judicieusement que possible. Ainsi, parce que leurs méthodes ne sont pas classiques, on les appelle des terroristes.

Monsieur le Président, dites moi qui sont les véritables terroristes - les Palestiniens ou certains autres? Beaucoup d'éminents représentants peuvent représenter le terrorisme ici et accuser en même temps les Palestiniens de terrorisme. Les Palestiniens ne sont pas des terroristes. Qui sont les terroristes? Sont-ce les Palestiniens ou les usurpateurs sionistes qui ont occupé la Palestine et qui sont à l'origine de toute la tragédie?

Nous ne tolérons certes pas le terrorisme. Nous sommes tous contre le terrorisme. Chacun le sait. Nous condamnons tous le terrorisme. Les Palestiniens aussi condamnent le terrorisme ainsi que l'idée et la signification du terrorisme. Nous sommes tous d'accord pour condamner le terrorisme. C'est le terme qui est controversé. Un représentant pense-t-il que, dans l'exemple que j'ai donné - dans le cas des Palestiniens, la terre palestinienne - ce sont les autochtones, dont la terre est occupée, qui sont les terroristes, et non pas les cambrioleurs qui occupent le territoire et détruisent, pillent, tuent et bombardent même les camps de réfugiés? Eux ne seraient pas des terroristes alors que les Palestiniens le seraient? Est-ce juste?

M. Rajaie-Khorassani (République islamique d'Iran)

C'est seulement l'utilisation du terme "terrorisme" qui doit être revue. Nous condamnons tous le terrorisme, mais certains tolèrent le superterrorisme appliqué contre le peuple palestinien et l'ensemble du Moyen-Orient.

J'en viens à la propagande antiterroriste et aux experts antiterroristes. Les représentants ont-ils vu le nombre d'experts antiterroristes qui se produisent à la télévision? Ce sont des experts en terrorisme religieux, des experts en terrorisme laïque, des experts en terrorisme du Moyen-Orient, des experts en terrorisme de l'Extrême-Orient - tout à coup toutes sortes d'experts pullulent dans ce pays. Il y a toutes sortes de terrorisme et toutes sortes d'experts dans des sociétés antiterroristes. Ils sont si nombreux que même les victimes ne s'y retrouvent plus et sont déconcertées. Voilà le tragique de la situation.

Les médias et les interviewers professionnels sont à l'oeuvre. Ils savent comment conditionner l'esprit de ceux qui les écoutent ou qui les lisent, à tel point que même les victimes sont conditionnées et déconcertés. Devons-nous accepter ces pressions de groupes, ces pressions de la presse et toutes autres formes de pression? Certainement pas. Au Moyen-Orient, les peuples ne l'accepteront absolument pas.

Nombre de représentants m'ont fait connaître la vérité. Beaucoup de représentants connaissent heureusement les faits. Nous comprenons qu'en raison de l'utilisation de méthodes non classiques de défense, seule option possible pour les victimes, des événements très tristes se produisent, comme dans les cas de l'avion de la TWA et de l'avion égyptien. Dans ce dernier cas, il s'agit d'un fiasco douloureux et véritablement tragique. Pourtant le Président des Etats-Unis a appuyé et salué l'opération égyptienne.

Monsieur le Président, pensez-vous que si les passagers de cet avion avaient été laissés entre les mains des pirates leur destin aurait été pire? Il est terrible, il est surprenant de voir comment certains politiciens et hommes d'Etat peuvent tout simplement perdre leur bon sens. Prions pour que ce ne soit pas le cas à l'Assemblée. Enfin ici, au moins, on dit "Je m'excuse. J'ai agi sur instruction de mon gouvernement".

Un autre aspect de la situation au Moyen-Orient est que l'ennemi ne parle jamais de la situation honnêtement et objectivement. Tard hier soir, à environ une heure du matin, je regardais l'émission "Crossfire". L'auteur du célèbre livre

M. Rajaie-Khorassani (République islamique d'Iran)

"The Zionist Connection" participait à l'émission. Quelqu'un lui a dit "Il y a un pays assiégé". Il a simplement répondu "eh bien, en occupant un territoire qui ne vous appartient pas, vous avez nécessairement un pays assiégé". Il a été très honnête, et j'ai été heureux de voir qu'indépendamment des technocrates aveugles et de responsables naïfs des Etats-Unis, qui pensent que les décisions, même les mauvaises, peuvent être appliquées si l'on recourt à suffisamment de force, il existe des gens comme l'auteur du livre "The Zionist Connection" . Pendant l'interview, il a brièvement parlé avec honnêteté de la véritable nature de la situation au Moyen-Orient, c'est-à-dire qu'il a parlé de son caractère islamique, que les autres passent toujours délibérément sous silence.

M. Rajaie-Khorassani (République islamique d'Iran)

L'ennemi sioniste et ceux qui l'épaulent parlent toujours de leur base sioniste aux prises avec les Arabes. Ils pensent pouvoir exploiter le nationalisme arabe; ce faisant, ils déforment ainsi la question et insultent à l'intelligence du monde musulman. Rien n'est plus passionnant que de voir que beaucoup, sinon tous, de nos frères arabes ont décelé la fausseté de ce raisonnement et que ceux-ci considèrent eux-mêmes que la situation est celle d'un affrontement entre le sionisme et l'Islam; cela aussi représente une évolution très importante de la situation du Moyen-Orient.

C'est, en effet, la façon correcte, honnête et, bien entendu, constructive d'aborder la question. La base sioniste qui occupe la Palestine doit savoir qu'il ne s'agit pas d'une cause arabe, mais d'une cause islamique. L'Assemblée générale devrait également faire preuve de sagesse en confirmant que c'est là la manière appropriée d'envisager la situation.

Prise dans son ensemble, cette évolution montre qu'en dépit de tous les incidents isolés et attristants, des nombreux crimes graves et des actes barbares perpétrés par les usurpateurs de la Palestine, le grand courant des événements suit la bonne voie. Comme je l'ai déjà souligné, bientôt - dans l'espace de notre propre vie - la ummah musulmane, ou nation, commencera à s'acquitter de son devoir religieux vis-à-vis de la libération de Palestine de l'occupation sioniste. Il est vivement conseillé aux Etats-Unis de faire appel à leur raison et à leur bon sens et de se conduire convenablement s'ils ne veulent pas se trouver pris dans un conflit qu'ils ne souhaitent pas. C'est le meilleur avis que je puisse donner aux Etats-Unis.

Avant que l'inévitable ne se produise, les représentants peuvent donner les conseils appropriés et faire des recommandations appropriées à leurs gouvernements afin qu'ils s'efforcent collectivement, de manière constructive, de renvoyer pacifiquement tous les immigrants Ashkenazim d'où ils sont venus, ce qui résoudrait la question une fois pour toutes. Sinon, nous partagerons tous la responsabilité du grand affrontement que, à ce stade, les membres de l'Assemblée sont encore peut-être en mesure d'empêcher.

La région du Moyen-Orient ne connaîtra jamais la paix tant qu'il ne sera pas mis fin à l'occupation de la Palestine par les usurpateurs sionistes, qui est la véritable cause du conflit.

M. BASENDWAH (Yémen) (interprétation de l'arabe) : Ces derniers jours, l'Assemblée générale a débattu de la question de Palestine et, maintenant, elle examine la situation au Moyen-Orient, ce qui reflète bien le fait que ces deux problèmes sont étroitement liés. Il est juste de dire que la question de Palestine est au coeur du problème du Moyen-Orient, car ce dernier est la conséquence naturelle de l'autre. C'est un fait d'histoire politique étayé par la chronologie des événements : s'il n'y avait pas eu la question de Palestine, il n'y aurait pas de problème au Moyen-Orient. De plus, dans les deux cas, le coupable est le même : Israël et Israël seul.

Il ne sera pas possible de régler le problème du Moyen-Orient en l'isolant de la question de Palestine; il est également vrai de dire qu'il ne pourra y avoir de solution totale et permanente à la question de Palestine sans qu'il soit apporté une solution du problème du Moyen-Orient. Cela prouve bien le lien organique étroit existant entre ces deux questions.

Il est clair que l'Organisation des Nations Unies est parfaitement consciente de ces faits, comme le montre son appel à la convocation d'une conférence internationale, à laquelle participeraient toutes les parties concernées, notamment l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), et à laquelle assisteraient les membres permanents du Conseil de sécurité. Lors de cette conférence tenue sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, les deux problèmes, et non pas un seul d'entre eux, seraient examinés.

L'historique du problème du Moyen-Orient montre que les derniers événements intervenus étaient inévitables; je songe à l'occupation israélienne de la Palestine, au refus opposé au peuple palestinien d'avoir une patrie, aux conséquences complexes des guerres d'agression israéliennes répétées à l'encontre des pays arabes voisins et de la Palestine occupée, à l'usurpation de territoires arabes et, notamment, à l'annexion de parties de leurs territoires comme dans le cas des hauteurs syriennes du Golan.

La raison principale de l'absence d'un règlement juste et durable de la question de Palestine et du problème du Moyen-Orient réside dans l'intransigeance d'Israël et dans son rejet de l'appel lancé par l'Organisation des Nations Unies en vue de la convocation d'une conférence internationale sous les auspices de l'Organisation, à laquelle participeraient les membres permanents du Conseil de sécurité et toutes les parties concernées, y compris l'OLP.

M. Basendwah (Yémen)

La persistance de ces deux problèmes que l'on ne parvient pas à régler représente un grave danger pour la paix et la sécurité de la région et pour la paix et la sécurité internationales. Israël se fait des illusions s'il pense que, par la seule force des armes, il peut dominer et maîtriser l'ensemble de la situation au Moyen-Orient et perpétuer l'hégémonie qu'il recherche grâce à sa supériorité militaire acquise avec l'appui illimité des grandes puissances, notamment des Etats-Unis. Comme le dit le proverbe, on ne peut espérer la constance dans les affaires humaines. Tôt ou tard, les choses changeront, et la situation injuste actuelle explosera.

En défiant les Nations Unies, Israël ne défie pas seulement le peuple palestinien et les Etats arabes, mais défie en fait toute la communauté internationale. La communauté internationale, qui est représentée par les Nations Unies, se doit d'adopter une position ferme face à ce défi constant lancé par Israël, car le mépris qu'affiche Israël à l'égard des résolutions, des lois et des normes reconnues représente une grave menace pour toute l'humanité. Comme le dit le dicton, une petite étincelle peut provoquer un vaste incendie. L'Organisation des Nations Unies doit donc assumer son rôle et s'acquitter de ses responsabilités avant qu'il ne soit trop tard.

M. Basendwah (Yémen)

Nous lançons, du haut de cette tribune internationale, un appel en faveur de la restauration des droits. Il ne s'agit nullement d'un cri lancé dans le désert et nous espérons, qu'il ne sera pas dispersé par le vent. Aussi longtemps que leurs dépositaires légitimes les revendiqueront, ces droits ne sauraient être niés.

Les aspects de la question étant depuis bien longtemps connus de l'Assemblée, il ne me paraît pas nécessaire de les rappeler. Qu'il me suffise de dire que mon pays, la République arabe du Yémen, prie instamment les Nations Unies de prendre des mesures fermes et positives pour remédier à cette situation et de restaurer leurs droits aux dépositaires légitimes. Nous mettons en garde contre les conséquences qui s'ensuivraient si les Nations Unies échouaient dans leur tâche.

M. MAITHA (Kenya) (interprétation de l'anglais) : La situation au Moyen-Orient est marquée depuis de nombreuses années par un climat de tension et de conflit incessant. A plusieurs reprises ces derniers temps, cette situation s'est transformée en guerre directe entre certaines nations arabes, d'une part, et Israël, d'autre part. La poursuite de cette situation instable a entraîné de nombreuses pertes humaines et matérielles dans la région. La cause fondamentale de cette situation instable, bien qu'il puisse y en avoir beaucoup d'autres, est le problème en suspens du sort du peuple palestinien qui a été déraciné de sa patrie et privé de ses biens, contraint de s'exiler et de vivre comme un peuple de réfugiés en terre étrangère. Ces autres Palestiniens qui sont restés dans les territoires occupés par l'Etat d'Israël continuent d'être soumis au harcèlement, à l'oppression et à la répression d'Israël. Tous ces Palestiniens continuent de vivre dans une situation où on leur refuse la possibilité d'exercer leur droit à l'autodétermination et à l'indépendance. Quant à ceux qui ont fui, on leur refuse toujours le droit de retourner dans leurs foyers et de recouvrer leurs biens. Ceci constitue, à nos yeux, le coeur même du problème actuel palestinien, ainsi que la cause fondamentale des tensions et des conflits au Moyen-Orient.

Comme je l'ai déjà souligné, le coeur des tensions et des conflits actuels dans la région du Moyen-Orient, c'est la question de Palestine. Elle exige une solution globale portant sur tous les aspects des problèmes qui se posent dans la région. Sans une telle solution, la situation continuera d'être marquée par des conflits et des tensions croissants qui nuiront de plus en plus aux relations entre les Etats de la région et menaceront la paix et la sécurité internationales pour longtemps encore. Nous espérons que les parties directement concernées par le

M. Maitha (Kenya)

problème prendront conscience des dangers qui ne manqueraient pas de surgir si l'on ne parvenait pas à une solution acceptable du problème. Nous estimons que les parties pourraient éviter de tels dangers en adoptant une attitude de modération afin d'aboutir à une solution juste. Quant à la communauté internationale, la nécessité de faire tous les efforts possibles pour parvenir à un règlement pacifique du problème ne saurait être trop soulignée. Ma délégation estime que la communauté internationale a une obligation envers le peuple palestinien et qu'elle doit totalement et constamment s'engager à déployer des efforts pour parvenir à un règlement global et pacifique de la question de Palestine.

Depuis que le problème de la Palestine existe, le système des Nations Unies tout entier a consacré beaucoup de temps et d'énergie pour chercher à le régler. Mais ces efforts n'ont pas, à ce jour, permis de régler les aspects complexes de cette question. Tous les efforts se sont heurtés au défi et à l'intransigeance d'une des principales parties au conflit. Même les résolutions les plus récentes adoptées l'année dernière par l'Assemblée générale ont subi le même sort que celles adoptées antérieurement.

La communauté internationale s'est, plus d'une fois, prononcée sans équivoque sur l'admissibilité de l'acquisition de territoires par la menace ou l'emploi de la force. Mais Israël a violé ce principe en toute impunité. La communauté internationale a souligné, à maintes reprises, la nécessité pour tous les pays de respecter les principes de non-ingérence, de non-intervention dans les affaires intérieures d'autres Etats et du respect de l'intégrité territoriale des autres Etats. Et pourtant Israël a violé l'intégrité territoriale d'autres Etats. Le Kenya appuie ces principes de la communauté internationale et souhaite qu'ils soient respectés par toutes les nations. C'est pourquoi le Kenya prie instamment Israël de se retirer de tous les territoires occupés depuis 1967 et de cesser de s'ingérer dans les affaires intérieures des autres Etats et de violer sans cesse leur intégrité territoriale.

Les caractéristiques diverses que revêtent les pratiques d'Israël dans les territoires occupés ont fait l'objet de documents présentés à cette assemblée. En lisant ces documents, ma délégation a constaté avec consternation que la violation des droits du peuple palestinien continue de plus belle. Nous notons en effet que la situation concernant les droits inaliénables du peuple palestinien n'a cessé d'empirer, qu'Israël poursuit sa politique illégale de maintien et de création de

M. Maitha (Kenya)

nouvelles colonies de peuplement juives et de confiscation des terres arabes; que les mesures visant à étouffer toute forme d'expression politique, culturelle, sociale et économique du peuple palestinien dans les territoires occupés continuent d'être appliquées; que les détentions arbitraires et la torture sont utilisées comme moyens d'intimidation politique, de répression et de violation des aspirations du peuple palestinien.

Nous condamnons de telles pratiques qui, d'une façon générale, sont analogues à celles auxquelles recourt le régime raciste d'apartheid d'Afrique du Sud pour entraver, réprimer et étouffer les exigences des adversaires de l'apartheid et le peuple namibien.

Durant toutes ces années où l'on a débattu de cette question, des solutions possibles ont été suggérées. Mais les autorités israéliennes n'ont pas jugé bon de les appliquer. Ma délégation tient à souligner que c'est aux Nations Unies qu'incombe l'entière responsabilité du sort du peuple palestinien. L'Organisation doit donc prendre des mesures fermes contre Israël afin de le contraindre à se plier à la volonté de la communauté internationale et à permettre au peuple palestinien d'exercer son droit à l'autodétermination et à l'indépendance.

M. Maitha (Kenya)

Consciente de ses responsabilités, ma délégation affirme qu'aucune nation ne devrait être autorisée à justifier son propre droit à exister aux dépens d'autres nations. Les Palestiniens doivent pouvoir jouir de leurs droits légitimes à l'autodétermination et à créer un Etat indépendant qui leur soit propre dans la région. C'est pourquoi nous appuyons la cause de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), seul représentant légitime du peuple palestinien. Selon nous, la réalisation de ses droits par le peuple palestinien est la clef d'une paix juste et durable au Moyen-Orient, sur la base de l'égalité du droit de tous les peuples de la région à vivre dans la paix et la sécurité, à l'intérieur de frontières sûres et internationalement reconnues.

En conclusion, il a été proposé, dans plusieurs résolutions de cette assemblée, qu'une conférence internationale sur le Moyen-Orient soit convoquée. Le Kenya appuie cette proposition dans l'espoir qu'une telle conférence traitera de tous les aspects de la situation au Moyen-Orient. Il nous faut malheureusement bien constater que les parties directement intéressées ne sont pas encore parvenues à un accord. Toutefois, nous notons à cet égard que, dans leurs efforts pour arriver à un règlement pacifique du problème du Moyen-Orient, certaines des parties directement en cause sont convenues de rechercher ensemble un règlement pacifique et juste de la crise et de tenter de mettre fin à l'occupation israélienne des territoires arabes. Nous prions instamment l'autre partie de se montrer conciliante et d'accepter de négocier dans le cadre de la conférence internationale proposée, laquelle devrait être convoquée sous les auspices des Nations Unies.

M. AL-ASHTAL (Yémen démocratique) (interprétation de l'arabe) : Les débats de la session commémorative de l'Assemblée générale ont commencé dans un climat d'optimisme et d'espoir quand les dirigeants mondiaux sont venus, du haut de cette tribune, réaffirmer l'importance des Nations Unies, seul forum où soient représentés tous les peuples et tous les pays du monde. Ils ont manifesté une fois de plus leur respect et leur fidélité pour la Charte des Nations Unies et ont insisté sur la nécessité de renforcer le rôle de l'Organisation pour la rendre mieux à même de résoudre les problèmes régionaux et internationaux.

Nous approchons de la fin de la quarantième session et nous nous heurtons à la réalité des faits politiques que les bonnes intentions et les appels n'ont pas réussi à atténuer. La lueur d'espoir est en train de s'estomper et il faut se rendre à l'évidence : l'Assemblée générale n'a d'autre pouvoir que d'adopter des

M. Al-Ashtal (Yémen démocratique)

résolutions qui ne sont pas appliquées. Voilà où nous en sommes aujourd'hui alors que nous étudions la situation au Moyen-Orient. Demain, l'Assemblée adoptera une version revue et corrigée des résolutions adoptées lors des sessions précédentes. Elle réaffirmera une fois encore quels sont les éléments d'un règlement d'ensemble du conflit arabo-israélien, à savoir obtenir le retrait total d'Israël des territoires palestiniens et des autres territoires arabes; permettre au peuple palestinien d'exercer ses droits nationaux inaliénables et son droit d'établir un Etat indépendant sur sa propre terre. En outre, la résolution demandera la convocation d'une conférence internationale de paix au Moyen-Orient sous les auspices des Nations Unies et avec la participation, sur un pied d'égalité, de toutes les parties, y compris l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), afin d'instaurer une paix durable au Moyen-Orient.

Comme il est de coutume depuis quelques années, Israël et les Etats-Unis d'Amérique feront fi de la volonté de la communauté internationale en rejetant cette résolution de l'Assemblée générale, comme l'a fait Chaïm Herzog, ancien représentant permanent d'Israël auprès des Nations Unies, en déchirant une résolution de l'Assemblée générale à cette même tribune. C'est ainsi que le conflit arabo-israélien est devenu un affrontement entre Israël et les Etats-Unis, d'une part, et la communauté internationale, de l'autre. Comment Israël ose-t-il persister dans son défi du droit international quand il doit sa propre légitimité aux Nations Unies et à l'adoption, par l'Assemblée générale, de la résolution de partage de 1947?

En reconnaissant qu'Israël n'est pas un Etat épris de paix, l'Assemblée générale n'a fait que refléter la dure réalité car la tendance agressive d'Israël n'est qu'une variation du terrorisme sioniste dirigé contre les masses palestiniennes à l'époque du Mandat britannique. Alors que Meir Kahane dirige aujourd'hui le terrorisme sioniste au niveau communautaire, les leaders israéliens qui ont mené les groupes terroristes pendant le Mandat britannique en Palestine pratiquent maintenant le terrorisme d'Etat. Tandis que Meir Kahane prône ouvertement l'expulsion des Palestiniens de la Palestine et la transformation de la Palestine en un Etat juif pour accueillir tous les Juifs du monde, les avions de combat israéliens poursuivent les dirigeants palestiniens jusqu'en Tunisie et Israël prend toutes sortes de mesures pour opprimer les Palestiniens. En outre,

M. Al-Ashtal (Yémen démocratique)

Israël promulgue des lois et met en place des institutions pour forcer les Palestiniens à émigrer afin de réaliser les objectifs même que poursuit Meir Kahane.

La tendance d'Israël à l'agression n'est qu'une manifestation naturelle du racisme sioniste, qui considère que les Juifs sont le peuple élu de Dieu. L'Assemblée générale avait donc parfaitement raison quand elle a adopté sa résolution historique assimilant le sionisme au racisme. Voilà qui explique la similitude entre Israël et le régime minoritaire blanc d'Afrique du Sud. En effet, les deux régimes mènent une politique d'oppression et de discrimination contre la population autochtone et une politique d'agression contre leurs voisins. Enfin, les deux régimes bénéficient de l'aide et de l'appui de Washington.

Du reste, cet appui des Etats-Unis à Israël - qui encourage ce dernier à poursuivre sa politique belliqueuse et agressive dans la région et à défier la communauté internationale - va bien au-delà de l'appui économique et militaire. Non contents d'aider Israël militairement et moralement, les Etats-Unis d'Amérique s'alignent sur la politique israélienne aux niveaux régional et international. Les Etats-Unis font tout ce qui est en leur pouvoir pour exercer des pressions politiques et économiques sur les autres pays. Ils n'hésitent pas à exercer leur droit de veto pour protéger Israël en empêchant le Conseil de sécurité de punir Israël, conformément au Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, d'être un agresseur et un pays non épris de paix.

M. Al-Ashtal (Yémen démocratique)

Mais nous ne sommes pas surpris de l'appui constant des Etats-Unis à Israël en temps de guerre aussi bien qu'en temps de paix car Israël est l'allié stratégique des Etats-Unis au Moyen-Orient. Toutefois, ce qui nous frappe, c'est de voir que les Etats-Unis s'engagent à appliquer la politique d'Israël dans le cadre du conflit arabo-israélien et du règlement pacifique du différend. Cela est clair comme le jour quand on sait que les Etats-Unis ont promis à Israël de ne pas reconnaître l'Organisation de libération de la Palestine ou de ne pas traiter avec elle en tant que partie au conflit sauf dans les conditions posées par Israël.

Les Etats-Unis n'ont-ils pas cherché à traiter avec des personnalités palestiniennes au lieu de régler les questions avec l'Organisation de libération de la Palestine, qui est pourtant reconnue par la communauté internationale comme le représentant légitime du peuple palestinien et son porte-parole officiel? En outre, les Etats-Unis n'ont-ils pas essayé de justifier le bombardement aérien du siège de l'Organisation de libération de la Palestine à Tunis, alors que la communauté internationale a condamné ce raid en tant qu'acte de piraterie et de terrorisme d'Etat?

C'est pratiquement à l'unanimité que le monde a déclaré que le règlement pacifique et global du problème du Moyen-Orient n'est possible que dans le cadre des Nations Unies et conformément aux résolutions adoptées par l'Organisation. Néanmoins, les Etats-Unis, conformément au vœu déclaré d'Israël et pour servir leurs propres intérêts, s'opposent à ce consensus international. Les Etats-Unis oeuvrent durement pour empêcher les Nations Unies de jouer un rôle quelconque en la matière et pour faire en sorte que les efforts de règlement pacifique de la question s'inscrivent dans le cadre de Camp David, une fois de plus, et non dans celui des Nations Unies ce qui leur permettrait d'être le seul médiateur et de trouver une solution conforme aux intérêts de l'alliance américano-israélienne.

En effet, les Etats-Unis essaient de régler le problème du Moyen-Orient par la médiation et en faisant cavalier seul bien qu'ils soient parties au problème et au conflit. Mais comment les Etats-Unis, peuvent-ils contribuer à la recherche d'un règlement juste alors qu'ils adoptent totalement la cause israélienne?

Nous savons qu'il est inutile de lancer des appels aux Etats-Unis pour qu'ils cessent d'accorder leur aide à Israël ou du moins qu'ils la réduisent. Israël, en fait, est une base avancée des Etats-Unis d'Amérique et les Etats-Unis sont l'arrière-pays stratégique d'Israël. Cela explique l'aide consentie à Israël par

M. Al-Ashtal (Yémen démocratique)

les Etats-Unis au cours de la dernière guerre d'octobre, lorsque des avions américains ont été envoyés directement dans les bases israéliennes au Sinaï pour appuyer l'armée israélienne. Il serait tout aussi futile de demander aux Etats-Unis de poursuivre une politique objective à l'égard du conflit arabo-israélien. Ce sont les groupes de pression sionistes à Washington qui façonnent la politique américaine à l'égard du Moyen-Orient.

Nous espérons que les amis arabes des Etats-Unis comprendront que ces faits bien connus ne changeront pas et que compter sur les Etats-Unis pour jouer un rôle unique au Moyen-Orient est une entreprise vouée à l'échec qui ne conduira qu'à la déception.

Néanmoins, nous lançons un appel aux Etats-Unis, en leur qualité de membre permanent du Conseil de sécurité, pour qu'ils se montrent à la hauteur de leurs responsabilités en vertu de la Charte des Nations Unies et contribuent au maintien de la paix et de la sécurité internationales en s'associant au consensus international selon lequel le seul moyen de fournir un cadre pour une paix globale et durable au Moyen-Orient est la convocation d'une conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient, sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies et conformément à ses résolutions pertinentes, et avec la participation de toutes les parties concernées sur un pied d'égalité.

Est-ce que les Etats-Unis répondront favorablement au consensus international et aux exigences du droit international?

M. RANA (Népal) (interprétation de l'anglais) : Une fois de plus, l'Assemblée générale discute de la situation au Moyen-Orient comme elle l'a fait si souvent dans le passé. Mais si ce débat sur la question si épineuse de la paix dans cette partie troublée de notre planète est devenu une sorte de rituel annuel, il nous rappelle également avec force que la communauté internationale, l'Organisation mondiale, est incapable de résoudre à l'amiable un problème qui représente, assurément, l'une des menaces les plus graves pour la paix et la sécurité internationales.

Un tel coup d'oeil rétrospectif peut, certes, marquer un contraste avec l'éclat inhabituel produit par la quarantième session de commémoration de l'Organisation mondiale. Toutefois, du point de vue de ma délégation, il est nécessaire de faire une évaluation sobre et impartiale de la situation au Moyen-Orient pour nous aider à identifier de façon objective les facteurs qui font

M. Rana (Népal)

obstacle à la paix et à trouver une issue sûre qui nous permettrait de sortir du champ de mines du Moyen-Orient. En l'état actuel des choses, quatre guerres importantes dans cette région au cours des 40 années d'existence des Nations Unies, sans parler de la menace toujours présente d'un cinquième conflit encore plus dévastateur, ne peuvent guère être considérées comme des événements encourageants.

Par ailleurs, en tant que représentant d'un pays qui continue de participer activement aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies dans cette région tendue et explosive, je serais la dernière personne à passer sous silence le rôle digne d'éloges joué par cette organisation - rôle qu'elle continue d'assumer - au Moyen-Orient, notamment dans le domaine du maintien de la paix. Pourtant, aussi utile que soit ce rôle, il ne fait aucun doute qu'il ne saurait remplacer un règlement juste, global et durable des problèmes fondamentaux et non résolus de la région. C'est là un objectif qui échappe au monde depuis trop longtemps, surtout si l'on calcule en temps et en occasions perdues s'agissant du développement socio-économique des peuples de cette région ou, plus encore, si l'on évalue les pertes humaines et matérielles colossales au Moyen-Orient depuis la fin des années 40.

Nous avons toujours pensé qu'aucune solution au problème difficile du Moyen-Orient n'est possible sans la reconnaissance de la réalité de l'existence d'Israël, d'une part, et sans la reconnaissance et le rétablissement des droits inaliénables du peuple palestinien, d'autre part.

Une autre condition préalable à une paix juste, globale et durable au Moyen-Orient doit être la garantie qu'aucune nation ne puisse jouir des fruits de l'agression.

Bien qu'un tel plan de paix pour le Moyen-Orient paraisse juste et évident, il n'a malheureusement pas encore été universellement reconnu. Dans ce contexte, je voudrais rappeler et réaffirmer notre plein appui à la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité qui, comme le souligne le Secrétaire général dans le document A/40/779 :

"... a énoncé deux principes importants d'un règlement au Moyen-Orient à savoir le retrait des forces armées israéliennes des territoires occupés et, deuxièmement, le respect et la reconnaissance de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'indépendance politique de chaque Etat de la région et de son droit de vivre en paix à l'intérieur de frontières sûres et reconnues." (A/40/779, par. 37)

M. Rana (Népal)

Nous sommes en même temps conscients du fait qu'un dispositif de paix durable au Moyen-Orient ne peut être mis en place sans un règlement du problème palestinien, dont le noeud est la reconnaissance des droits légitimes du peuple palestinien, notamment le droit à l'autodétermination et le droit à une patrie indépendante.

Un examen exhaustif de la situation au Moyen-Orient exige que l'on prenne en compte deux obstacles sérieux qui entravent les perspectives de paix dans la région. Le premier est la politique israélienne d'implantation de colonies de peuplement dans les territoires arabes occupés et le second la politique, tout aussi inacceptable, de création de prétendues "zones de sécurité" sur le territoire d'un autre Etat indépendant et voisin - dans le cas présent, le Liban non aligné. Alors que la première politique enfreint la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité, la seconde relève d'un concept de la sécurité qui, non seulement va à l'encontre des principes de la Charte, mais appartient à une période colonialiste fort heureusement révolue de zones tampons et de sphères d'influence que rejettent tous les Etats indépendants et souverains.

Ma délégation se préoccupe du fait que - comme l'a déclaré le Secrétaire général - "la recherche d'un règlement pacifique au problème du Moyen-Orient n'a pas encore abouti et la situation au Moyen-Orient demeure instable" (A/40/779, par. 33), et nous partageons la préoccupation qu'il a exprimée selon laquelle, depuis 1977, les Nations Unies n'ont pas joué au Moyen-Orient un rôle aussi décisif qu'auparavant, du fait, entre autres choses, "des politiques de plus en plus divergentes des membres permanents du Conseil de sécurité sur le Moyen-Orient" (ibid., par. 35).

Toutefois, pour être plus optimistes, nous notons que ces dernières années un certain nombre de propositions de paix ont été faites par des gouvernements à titre individuel et par des groupes de gouvernements. Attaché comme l'est le Népal au processus de paix au Moyen-Orient - comme en témoigne en particulier sa participation actuelle à la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL) - il applaudit aux efforts déployés. En particulier, nous tenons à souligner que nous appuyons l'initiative de paix de Sa Majesté le roi Hussein de Jordanie, qui propose la tenue de négociations sous les auspices d'une conférence internationale avec la participation, outre toutes les parties au conflit, de tous les membres permanents du Conseil de sécurité dans le cadre des Nations Unies.

M. Rana (Népal)

Enfin, nous nous félicitons de ce que le Secrétaire général, au cours des récents contacts qu'il a établis avec les dirigeants des pays intéressés, a noté un certain assouplissement sur des positions de négociation. Nous pensons que la tenue de négociations dans l'esprit du plan Hussein proposé, non seulement servira la cause de la paix et les buts de notre organisation mondiale, mais pourrait annoncer la fin du cycle de violence, de tension et de terreur au Moyen-Orient qui a marqué des décennies affreusement longues et coûteuses. Si de telles initiatives échouent, la bombe à retardement qu'est le Moyen-Orient continuera à faire entendre son sinistre tic-tac jusqu'à ce qu'elle explose une nouvelle fois avec les conséquences horribles et sanglantes qui ne nous sont que trop familières. La sagesse exige que nous nous associons à de tels efforts pendant qu'il en est encore temps.

Mme BERGE (Norvège) (interprétation de l'anglais) : L'évolution positive et encourageante de la situation au Moyen-Orient que nous avons constatée l'année dernière pourrait, si elle n'est pas entravée, permettre de renforcer la confiance entre les parties au conflit. Mais certains événements négatifs ont, directement ou indirectement, contribué à saper ou entraver les possibilités de négociations et de paix.

Si l'on considère les aspects positifs, la Norvège se félicite de la décision prise par le Gouvernement israélien en janvier dernier de retirer ses troupes d'une partie importante des territoires du Sud-Liban qui étaient occupés depuis la guerre de 1982. La Norvège espérait que cette décision amènerait un retrait total d'Israël du Liban. Malheureusement, il n'en a pas encore ainsi été, mais du moins, il y a eu un pas nécessaire dans la bonne direction.

La Norvège se félicite en outre des initiatives prises par le roi Hussein, le président Moubarak et le premier ministre Peres. Ces initiatives ont permis d'activer les consultations sur les modalités du processus de paix au Moyen-Orient. Le Gouvernement norvégien appuie les efforts faits par le représentant des Etats-Unis dans la région pour déterminer ce qui pourrait être fait pour amener les Gouvernements israélien et jordanien à un accord sur les modalités de ce processus.

La Norvège a également pris note de la déclaration faite au Caire selon laquelle l'OLP condamne tous les actes terroristes, qu'ils soient perpétrés par des Etats, des groupes ou des individus. Nous nous félicitons que l'OLP se soit

Mme Borge (Norvège)

déclarée prête à s'abstenir de tout acte terroriste en dehors des territoires occupés. Toutefois une telle déclaration ne suffit pas car elle ne prend pas en compte les actes terroristes perpétrés contre la population civile dans les territoires occupés. Le Gouvernement norvégien, en ce qui le concerne, rejette fermement tous les actes terroristes dirigés contre des objectifs civils, quel que soit le lieu où ils sont commis. La déclaration de l'OLP est donc loin d'être suffisante. Toutefois nous nous en félicitons, car c'est un pas dans la bonne direction.

Si l'on considère les aspects négatifs, le Moyen-Orient continue d'être le théâtre et l'enjeu d'actes terroristes. Ces derniers mois nous avons assisté à une nouvelle flambée d'actes terroristes perpétrés contre les civils : à Chypre, sur l'Achille Lauro et dans des avions civils. Il est impossible de justifier ces actes odieux qui ne peuvent qu'entraîner représailles et sanctions. Outre la perte tragique de vies civiles innocentes, ils pourraient compromettre le processus de paix au Moyen-Orient.

Les débats consacrés au Moyen-Orient dans le cadre des Nations Unies ont porté sur la définition des principes généraux d'une paix juste et durable au Moyen-Orient ainsi que sur la fixation d'un cadre de négociations qui permettra finalement d'instaurer cette paix.

Quelques-unes des parties les plus directement intéressées sont parvenues à un accord notable sur la définition des principes généraux dans le cadre des Nations Unies. Ces principes sont définis dans les résolutions 242 (1967) et 338 (1973) du Conseil de sécurité, qui ont reçu le ferme appui de la Norvège. Ces résolutions stipulent que l'acquisition de territoires par la force est inacceptable et que tous les Etats de la région ont le droit de vivre en paix dans des frontières sûres et internationalement reconnues. La reconnaissance et l'exercice des droits nationaux légitimes du peuple palestinien, notamment son droit à l'autodétermination, est la troisième condition posée à l'instauration d'une paix juste et durable au Moyen-Orient. Il découle de ces principes qu'il doit être mis un terme à l'occupation israélienne des territoires conquis au cours de la guerre de 1967 dans le cadre d'un règlement durable dans la région. Dans cette attente, la Norvège - comme les 10 membres de la Communauté européenne l'ont déclaré le 3 décembre - estime que la Convention de La Haye de 1907 et la quatrième Convention de Genève s'appliquent à la situation qui prévaut dans ces territoires.

Mme Borge (Norvège)

Lorsqu'il s'est agi de trouver un cadre adapté à des négociations sur la paix au Moyen-Orient, il est apparu que la question nous échappait tout autant que la paix elle-même. Alors qu'Israël insistait pour que des négociations aient lieu entre lui et les pays voisins, les parties arabes au conflit insistaient sur la tenue d'une conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient sous les auspices des Nations Unies. Des signes présageant un éventuel compromis entre la Jordanie et Israël apparurent à la suite des déclarations faites dans cette enceinte par le roi Hussein de Jordanie et le Premier Ministre d'Israël, M. Perez, au début de l'automne. Le Gouvernement norvégien demande instamment à toutes les parties au conflit d'adopter les mesures supplémentaires qui s'imposent à propos de cette question de procédure afin de réaliser un compromis permettant aux négociations de fond de s'engager.

Le Gouvernement norvégien, quant à lui, acceptera toute forme de négociation qui conviendra aux parties elles-mêmes. La Norvège avait appuyé l'idée d'organiser des négociations sur un accord de paix complet dans le cadre de la Conférence de Genève sur le Moyen-Orient au cours de la période 1973-1977, comme le demandait la résolution 338 (1973). Nous avons également appuyé le processus de Camp David et l'Accord de paix entre l'Egypte et Israël qui constituent des mesures d'une extrême importance pour l'instauration de la paix au Moyen-Orient. Nous serions également prêts à appuyer l'idée d'une conférence internationale de la paix à condition que les parties, qui nécessairement devront participer aux négociations qui se dérouleront lors de la Conférence, l'acceptent aussi. Toutefois, nous ne voyons pas en quoi il serait utile que l'Assemblée générale insiste sur la convocation de la conférence en question tant que deux parties importantes, à savoir Israël et les Etats-Unis, estiment que les conditions nécessaires à la convocation d'une telle conférence ne sont pas encore réunies.

Le Gouvernement norvégien a toujours appuyé les efforts entrepris dans le cadre du système des Nations Unies pour ouvrir la voie à la restauration de la paix au Moyen-Orient. Nous estimons que le système des Nations Unies pourrait jouer un grand rôle dans le processus de négociation grâce aux bons offices du Secrétaire général et au Conseil de sécurité. Nous jugeons intéressante la suggestion faite dans le rapport du Secrétaire général faisant l'objet du document A/40/779, selon laquelle le mécanisme du Conseil de sécurité pourrait servir à améliorer les perspectives de règlement de la situation au Moyen-Orient. C'est une idée qui vaut la peine d'être étudiée de façon plus approfondie.

Mme Borge (Norvège)

Le Sud-Liban est une région dans laquelle tout le système des Nations Unies pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales est profondément engagé. La Norvège est l'un des pays qui ont mis des hommes à la disposition de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL). Nous sommes donc directement intéressés par l'évolution de la situation dans cette région.

Le Gouvernement norvégien est profondément préoccupé par l'évolution actuelle de la situation au Sud-Liban. La présence continue d'Israël au Sud-Liban, la création d'une prétendue zone de sécurité au nord de la frontière internationale et les activités de l'armée libanaise du Sud (SLA) appuyée par Israël, ont placé la FINUL dans une situation extrêmement difficile. Etant donné que le bataillon norvégien de la FINUL est situé entièrement dans la zone de sécurité, les soldats norvégiens de la FINUL sont exposés à des opérations de harcèlement continues, à des tentatives d'infiltration, à des bombardements d'artillerie et autres activités qui les empêchent de s'acquitter de la tâche qui a été confiée à la FINUL par le Conseil de sécurité. Certains de ces incidents ont très sérieusement menacé la sécurité de nos troupes. D'autres contingents de la FINUL ont fait des expériences semblables.

Le Gouvernement norvégien n'accepte pas l'idée d'une zone de sécurité définie et contrôlée par Israël sur le territoire libanais. Nous n'accepterons pas que la prétendue SLA soit considérée comme une organisation libanaise légitime aussi longtemps que le Gouvernement du Liban - dont la Norvège appuie la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale - déclarera qu'elle n'est qu'un groupe légitime placé sous son autorité souveraine. Par conséquent, la Norvège tient Israël pour responsable des actes commis par l'armée libanaise du Sud dans la zone de sécurité et dans le secteur de la FINUL. Nous demandons instamment à Israël de coopérer avec la FINUL et de permettre à la Force des Nations Unies de se déployer tout le long de la frontière internationale. Bien qu'un calme relatif ait régné dans les secteurs qui se trouvent à l'intérieur de la zone de sécurité au cours des quelques derniers mois, à part les incidents entre la FINUL et la SLA, nous avons bien peur que la situation ne dure pas. Il y a déjà des signes inquiétants laissant penser que cette zone pourrait rapidement devenir le centre de ralliement de groupes de résistants ou de terroristes de la région et qu'un nouveau cycle de violence et de représailles pourrait s'enclencher. En tant qu'amis d'Israël et que fermes défenseurs du droit d'Israël de vivre en paix à l'intérieur de frontières reconnues, nous demandons instamment à ce pays d'accorder les mêmes droits au Liban.

Mme Borge (Norvège)

En conclusion, la Norvège voudrait adresser ses félicitations au Secrétaire général et à son personnel pour les efforts continus qu'ils déploient pour aider la FINUL dans l'exercice de son mandat. Le Secrétariat et le personnel de la FINUL ont déployé des efforts inlassables pour trouver les modalités d'un accord durable et mutuellement acceptable sur la sécurité au Sud-Liban, conformément aux décisions du Conseil de sécurité. Tout comme les autres pays qui ont mis un contingent à la disposition de la FINUL, la Norvège a coopéré avec le Secrétaire général dans cette entreprise. Nous pensons que le moment est venu pour les membres du Conseil de sécurité, et tout particulièrement pour les membres permanents, d'appuyer de façon décisive et décidée la FINUL dans la situation difficile qu'elle traverse actuellement. Il est particulièrement important que les membres permanents du Conseil de sécurité assument leur responsabilité qui consiste à donner à la FINUL la possibilité de s'acquitter de son mandat. Nous devons redoubler d'efforts si nous voulons que les tentatives pour maintenir la paix au Sud-Liban soient couronnées de succès, conformément aux décisions adoptées par le Conseil de sécurité.

M. FARAH DIRIR (Djibouti) (interprétation de l'anglais) : La situation au Moyen-Orient est devenue une source de tension internationale, défi continu et permanent lancé à la communauté internationale. Depuis près de 40 ans, le peuple palestinien et autres populations arabes des territoires occupés sont soumis à une espèce de colonisation et d'asservissement qui étaient jusqu'alors inconnus. De par cette situation, le monde a connu des scènes tragiques, caractérisées par des atrocités épouvantables, qui continuent de causer des souffrances indicibles aux hommes et engendré des conflits.

Jamais dans l'histoire de la région les hasards de l'histoire n'avaient provoqué aussi tragiquement l'horreur et la douleur que le massacre de centaines de Palestiniens innocents à Deir Yassin et dans les camps de réfugiés de Sabra et Chatila. Ces massacres effroyables de civils innocents se sont révélés faire partie intégrante de la campagne sioniste ayant pour but de mettre en oeuvre une politique continue d'anéantissement à l'encontre du peuple palestinien tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des terres palestiniennes et autres territoires arabes occupés.*

* M. Moreno-Salcedo (Philippines), vice-président, assume la présidence.

M. Farah Dirir (Djibouti)

Le Moyen-Orient est peut-être la région la plus explosive et la plus convoitée du monde. Et pourtant, c'est devenu une région dont l'instabilité constitue certainement la plus grande menace à la paix et à la sécurité mondiales. Les luttes internes et externes constantes, du fait de la guerre d'empiètement, d'usure et d'anéantissement d'Israël contre les Palestiniens et les autres peuples arabes, à l'intérieur et à l'extérieur des territoires occupés en Palestine, sur les hauteurs du Golan, au Liban et récemment en Tunisie, menacent la prospérité croissante de la région et privent sans aucun doute les peuples de la possibilité de bénéficier des bienfaits financiers, matériels, sociaux et culturels qui ne sont possibles que si Israël accepte de vivre en paix avec ses voisins arabes, conformément aux principes et à la Charte des Nations Unies.

Nulle part ailleurs le droit international, les principes de l'Organisation des Nations Unies et les accords et normes internationaux n'ont été autant violés qu'au Moyen-Orient.

La résolution 181 (II) du 29 novembre 1947 sur le partage, quelles qu'aient été les intentions, a créé une entité non viable au Moyen-Orient. En fait, cette résolution a accordé la plus grande partie du territoire de la Palestine à une population étrangère dont la majorité est depuis toujours composée d'immigrants; et depuis l'adoption de cette résolution, c'est à l'Organisation des Nations Unies et notamment au Conseil de sécurité qu'incombe la responsabilité de la recherche d'une solution du problème palestinien.

Aucun Etat Membre de cette assemblée ne doit plus pour son existence à l'Organisation des Nations Unies que l'Etat d'Israël. C'est une décision de l'Organisation des Nations Unies, qui figure dans la résolution que je viens de mentionner sur le partage, qui a légitimisé l'existence de l'Etat juif. Paradoxalement, aucun Etat Membre n'a bafoué de façon aussi arrogante qu'Israël les principes fondamentaux de la Charte des Nations Unies, les conventions internationales et normes de conduite du droit international, au mépris le plus total de l'opinion publique mondiale, bien qu'Israël, au cours du débat sur la résolution qui a conduit au partage et à son entrée au sein de l'Organisation des Nations Unies, avait donné l'assurance qu'il respecterait les principes de la Charte des Nations Unies. A cette époque, Israël avait également déclaré qu'il acceptait sans réserve les obligations de la Charte des Nations Unies et

M. Farah Dirir (Djibouti)

s'engageait à les honorer à partir du jour où il deviendrait membre de l'Organisation.

Malheureusement, depuis sa création même l'Etat sioniste a établi un nouveau modus vivendi au Moyen-Orient. Il a introduit la violence et la terreur pour appliquer sa politique d'expansion, de colonisation, de spoliation et d'usurpation des terres, du réseau hydraulique et autres biens et d'aliénation des Arabes autochtones par le terrorisme systématique et le châtement collectif.

Du fait de l'intransigeance permanente d'Israël, la question palestinienne s'est transformée en un conflit arabo-israélien plus important et plus acharné.

L'agression et les atrocités systématiques des forces israéliennes contre les Palestiniens et autres peuples arabes sur les territoires arabes occupés ainsi qu'aux Etats souverains indépendants comme le Liban et récemment la Tunisie, sont bien connues et n'ont pas besoin d'être évoquées ici. Qu'il suffise de dire que l'attitude hostile de l'Etat sioniste et ses incursions armées particulièrement provocatrices sur le territoire de ses voisins arabes prouvent à l'évidence qu'Israël n'est pas un Etat épris de paix.

Loin de faire la paix avec les Palestiniens et autres voisins arabes, l'Etat sioniste poursuit avec obstination une politique telle que la violence et la terreur qui ne cessent de s'intensifier dans les territoires arabes occupés deviennent un fait quotidien. Cette politique perpétue les pratiques terroristes et encouragent les bandes de colons israéliens à lancer des opérations terroristes contre les populations arabes pour les effrayer et les chasser de leur patrie, pour ensuite usurper leurs terres, s'approprier leurs constructions, leurs eaux et autres biens sur la rive occidentale et la bande de Gaza.

Le régime sioniste recourt à toutes les pressions possibles pour contraindre les Palestiniens et autres citoyens arabes à quitter leur patrie occupée. De fait, la superficie des terres occupées par le régime sioniste a triplé depuis la guerre d'agression menée par Israël en 1967 et ces terres sont donc soumises à la violence et à la terreur perpétrées par le régime sioniste. Il est clair que cette politique est un obstacle majeur aux efforts visant à promouvoir la paix et la sécurité au Moyen-Orient.

Au moment où tant d'efforts véritables sont déployés dans beaucoup de camps concernés, nous constatons que l'entité sioniste s'acharne à consolider son emprise

M. Farah Dirir (Djibouti)

sur les territoires palestiniens et autres territoires arabes occupés, en renforçant sa présence militaire et en poursuivant l'implantation de colonies de peuplement israéliennes, engendrant ainsi délibérément des hostilités dans la région et violant les droits fondamentaux des Palestiniens.

Le régime israélien a refusé d'abandonner la politique qu'il mène au Moyen-Orient, qui a toujours consisté à refuser de négocier ou de traiter avec le peuple palestinien et son représentant légitime, l'Organisation de libération de la Palestine (OLP). Ainsi, le problème palestinien demeure sans solution, malgré les efforts passés et actuels déployés pour trouver une solution équitable.

Nous pensons que tant que l'on n'aura pas trouvé de solution d'ensemble au problème palestinien, qui est au coeur du conflit arabo-israélien, il sera impossible d'instaurer une paix juste et durable au Moyen-Orient. Nous pensons qu'il ne peut y avoir de règlement durable à la crise du Moyen-Orient tant que les droits légitimes du peuple palestinien seront bafoués. Nous pensons également qu'aucun règlement de paix dans la région ne peut être négocié sans la participation de l'Organisation de libération de la Palestine, seul représentant légitime du peuple palestinien, sur un pied d'égalité, et que seul le retrait total des forces israéliennes des territoires arabes occupés depuis 1967, y compris la Ville sainte de Jérusalem peut conduire à l'instauration d'une paix durable au Moyen-Orient.

Le Plan de paix de Fès, fondé sur la justice et la légalité internationale, a montré que la nation arabe désirait sincèrement une paix réelle et durable.

La délégation de Djibouti se félicite également de toute initiative ou attitude qui pourrait faciliter la recherche d'une paix juste et durable au Moyen-Orient. Tout processus de paix international visant à résoudre le conflit arabo-israélien devrait tenir compte des droits et aspirations légitimes du peuple palestinien à retourner dans sa patrie, à recouvrer sa souveraineté, son autodétermination, sans influence étrangère, et à créer son état indépendant sur le territoire de la Palestine.

A cet égard, nous sommes favorables à la convocation d'une conférence internationale de la paix sur le Moyen-Orient, à laquelle participeraient toutes les parties directement intéressées sur un pied d'égalité, comme cela a été demandé dans la Déclaration de Genève et le Programme d'action de la Conférence internationale sur la Palestine de 1983.

M. Farah Dirir (Djibouti)

Il faut mettre fin à la guerre fratricide et de faction qui déchire le territoire du Liban depuis 10 ans et qui a causé de lourdes pertes humaines et matérielles. La population libanaise continue d'être éprouvée par toutes les catastrophes qui se sont déjà produites et qui ont été aggravées par les invasions et attaques injustifiées d'Israël en 1982. Aujourd'hui, le Liban a besoin de la solidarité et de l'appui internationaux pour garantir sa souveraineté et son intégrité territoriale, pour rétablir son unité nationale et entreprendre son relèvement.

M. Farah Dirir (Djibouti)

La région du Moyen-Orient sera probablement témoin d'événements plus graves encore si l'on ne met pas fin à l'intransigeance sioniste. C'est pourquoi nous espérons sincèrement que les Nations Unies, et notamment le Conseil de sécurité, qui est l'instance la plus propice à la discussion et au règlement de différends qui mettent en danger la paix et la sécurité, obligeront Israël à respecter les principes d'inviolabilité de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des Etats en retirant ses troupes de tous les territoires palestiniens et autres territoires arabes occupés.

M. PERMANAND (Trinité-et-Tobago) (interprétation de l'anglais) : Il faut qu'on ne puisse jamais lire dans l'Histoire que tandis que l'Assemblée et le monde s'occupaient d'autre chose le Moyen-Orient brûlait. La situation devient de plus en plus critique et, pour utiliser la terminologie des scientifiques nucléaires, quand la masse atteint ce stade elle devient autogénératrice et l'énergie ainsi produite peut servir des fins destructrices ou constructives. Bien que la situation au Moyen-Orient n'ait pas encore atteint ce stade critique, elle s'en rapproche rapidement et il faut faire quelque chose pour l'empêcher de se détruire elle-même.

Les problèmes de la région, bien qu'ils semblent insolubles, ne le sont pourtant pas. Ce sont des problèmes créés par l'homme et nous avons donc l'intelligence ou la capacité de leur trouver une réponse ou d'inventer les moyens propres à les résoudre. Pour y parvenir, il faut que toutes les parties intéressées reconnaissent la nécessité urgente d'instaurer la paix et la tranquillité dans la région et de faire preuve de la volonté politique requise.

Ce sont les éléments suivants qui constituent essentiellement les problèmes du Moyen-Orient : le conflit arabo-israélien et les territoires occupés, la guerre entre l'Iran et l'Iraq et la situation au Liban. Tous préoccupent cette assemblée de manière urgente et immédiate, mais le conflit arabo-israélien remonte à la création même des Nations Unies. Au cours des deux derniers jours, cette assemblée a entendu des déclarations exposant les causes du problème, qui toutes s'accordent à placer la situation inacceptable du peuple palestinien au coeur de la question. Continuer de refuser à ce peuple son droit inaliénable à l'autodétermination et à sa propre patrie est sans aucun doute le facteur le plus important de la question.

La Trinité-et-Tobago ne peut donc que continuer d'espérer que l'appel en faveur d'une conférence internationale sous les auspices des Nations Unies en vue

M. Permanand (Trinité-et-Tobago)

de régler ce problème et d'aboutir à un règlement mutuellement acceptable sera entendu par toutes les parties intéressées. Certes, il faut y répondre car c'est la seule solution raisonnable qui existe. Si nous ne le faisons pas, je crains que nous ne continuions d'assister à des actes de terrorisme, qu'il s'agisse d'actes individuels ou d'actes de terrorisme d'Etat, avec les représailles qu'ils entraînent.

La seconde partie de l'équation du Moyen-Orient est la guerre entre l'Iran et l'Iraq. Malgré les efforts considérables et persistants du Conseil de sécurité, de l'Assemblée générale, du Secrétaire général et du Mouvement non aligné, ce conflit, qui se poursuit depuis cinq ans, bat toujours son plein, ce qui ne peut que préoccuper gravement toutes les nations éprises de paix auxquelles nous prétendons tous appartenir. Ce conflit s'est transformé en une guerre qui, selon nous, ne peut profiter à aucun des combattants. Il ne provoque des souffrances indicibles pour les habitants des deux pays. Les pertes de vies, les bombardements de cibles civiles, etc., ne feront qu'aboutir à la destruction des économies des combattants et ne profiteront qu'à ceux qui fournissent des armes et des armements. Est-ce là ce que désirent les parties? Souhaitent-elles enrichir ceux qui sont déjà riches au détriment de leur propre développement économique et social? Ou comprendront-elles qu'il est futile de poursuivre une guerre qui ne peut servir qu'à maintenir leurs peuples dans un état constant de terreur et qu'à cultiver la haine et une passion de revanche? Nous espérons que les dirigeants de ces deux pays feront montre de ces qualités d'hommes d'Etat qui sont nécessaires à l'heure actuelle, qu'ils mettront fin à ce conflit fratricide et qu'ils prendront place à la table de conférence pour régler leurs désaccords. La Trinité-et-Tobago félicite tous ceux qui ont déployé des efforts pour y aboutir et les encourage à persévérer dans leur recherche d'une formule qui permettrait d'instaurer la paix.

Le dernier élément, tout aussi important, dans l'équation du Moyen-Orient est la lutte sectaire qui se poursuit au Liban et l'ingérence étrangère qui ont poussé ce pays dans un état de quasi-anarchie l'an dernier. Nous n'avons pas l'intention d'étudier les causes des problèmes libanais; elles ont été présentées au fil des ans et au cours de ce débat. Ce qui préoccupe la Trinité-et-Tobago, c'est l'apparente incapacité du Gouvernement libanais et de son armée de calmer cette violence sectaire étant donné que cet échec ne peut servir que les intérêts

M. Permanand (Trinité-et-Tobago)

politiques des puissances étrangères et encourager non seulement l'ingérence étrangère dans la politique interne du Liban, mais probablement une autre invasion.

Les dirigeants des diverses factions en guerre devraient se rendre compte que personne ne sort gagnant d'une guerre civile et déposer leurs armes pour s'unir et travailler ensemble à la reconstruction du Liban avec la rapidité et l'efficacité dont, à la Trinité-et-Tobago, nous les savons capables. Il ne peut être répondu à l'appel à l'"action internationale" lancé l'année par l'Assemblée générale, afin d'aider à la reconstruction et au relèvement du pays, que dans une atmosphère favorable à ce processus. Cette atmosphère n'existe pas pour le moment. Même la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL) n'arrive pas à remplir comme elle le doit ses fonctions. Toutefois, nous continuons d'espérer que le gouvernement parviendra à réconcilier les factions en guerre et à créer ainsi l'atmosphère nécessaire à la restauration de la paix et de la tranquillité dont le Liban a tant besoin. La Trinité-et-Tobago demande donc instamment à la communauté mondiale, et notamment aux voisins du Liban, de faire tous leurs efforts pour que progresse ce processus.

M. MAKSOUD (Ligue des Etats arabes) (interprétation de l'arabe) : Le débat sur le Moyen-Orient a lieu au moment où se déroulent de nombreux événements, à la fois positifs et négatifs. Un événement positif est la possibilité d'un relâchement de la tension internationale à la suite de la Réunion au sommet de Genève entre les dirigeants des deux superpuissances. Grâce au Sommet de Genève la communication - tombée en désuétude - a été rétablie dans les relations américano-soviétiques, ce qui constitue en soi un pas en avant.

Il est vrai que le Sommet de Genève n'a pas abordé le fond de la crise du Moyen-Orient. Peut-être est-ce dû au fait que la question du désarmement est au coeur des relations entre les deux superpuissances? Nous avons cependant été surpris qu'en énumérant les points chauds du monde, le président Reagan laisse de côté tant l'Afrique du Sud que le Moyen-Orient.

Il ne s'agissait probablement pas d'une omission; nous pensons au contraire que c'était là une façon pour les Etats-Unis de reconnaître indirectement qu'à l'égard de ces deux crises, ils mènent une politique qui va à l'encontre de la légitimité internationale établie par les résolutions des Nations Unies.

L'exclusion de ces deux régions de la liste des conflits régionaux établie par M. Reagan ne signifie pas pour autant qu'il ne reconnaît pas que des crises de plus en plus graves existent au Moyen Orient et en Afrique du Sud. A notre avis, c'était simplement un prétexte pour gagner du temps, pour aider les régimes racistes d'Afrique du Sud et d'Israël à maintenir leur politique d'agression que le Gouvernement de Pretoria poursuit en Afrique australe et Israël dans les territoires arabes occupés. Ceci est particulièrement vrai dans le cas d'Israël qui a rejeté toutes les propositions en faveur d'une paix équitable et globale au Moyen-Orient.

Cette situation constitue un facteur négatif constant. Mais on peut dire que la réunion des dirigeants américain et soviétique contribuera progressivement à atténuer les tensions internationales et à restaurer une certaine confiance entre ces deux puissances, étant donné que ces tensions menacent non seulement la paix du monde mais la survie même de l'humanité au cas où elles devaient dégénérer en un affrontement nucléaire entre ces deux puissances.

Dans cette optique, nous essayons d'évaluer le Sommet de Genève, compte tenu non pas des résultats pratiques, qui n'ont pas été très nombreux, mais plutôt du climat que cette réunion a généré, climat qui encourage la discussion et la compréhension et qui, en fin de compte, pourrait faire percevoir les problèmes et les crises existants non pas comme une rivalité entre les superpuissances mais comme une menace qui, si on n'y remédie pas, sapera les résultats obtenus à Genève.

Voilà pourquoi nous sommes convaincus que le moment est venu de défendre fermement le projet de réunion d'une conférence internationale qui traiterait de la crise au Moyen-Orient sous tous ses aspects et qui servirait de cadre à la recherche des solutions à tous les problèmes découlant du conflit israélo-arabe. Nous espérons aussi que les Etats-Unis reviendront sur leur ferme opposition à cette conférence, qui a été appuyée par des résolutions de l'Assemblée générale, lorsqu'ils comprendront que la crise du Moyen-Orient, si elle n'est pas réglée, constituera une menace explosive à la stabilité de la région, et empêchera en outre

M. Maksoud

de réparer l'injustice historique commise à l'encontre du peuple palestinien, ce qui pourrait avoir des conséquences dangereuses dans le monde arabe où cette injustice continue d'être profondément ressentie.

Les Etats-Unis savent très bien qu'Israël exploite les rapports stratégiques qu'il entretient avec eux pour maintenir son occupation des territoires arabes. En outre, Israël utilise l'appui américain pour promouvoir ses plans d'hégémonie, d'expansion et d'annexion et pour continuer de créer une situation qui empêche le peuple palestinien d'exercer son droit à l'autodétermination sur son propre territoire.

Les responsables américains qui veillent aux intérêts de leur pays, s'apercevront que les relations stratégiques américano-israéliennes peuvent rompre le processus d'entente internationale et compromettre les perspectives d'une paix juste et globale au Moyen-Orient. Cela montre que la stabilité internationale est intimement liée à une paix juste au Moyen-Orient, qui n'est possible que si Israël se retire totalement de tous les territoires arabes occupés et permet au peuple palestinien d'exercer son droit naturel à l'autodétermination.

Ce sont là les impératifs évidents qui ont été considérés comme légitimes par les Nations Unies et la communauté internationale. Tout effort pour édulcorer ces conditions ou pour saper leur légitimité internationale ferait inévitablement dérailler le processus de paix. Par conséquent, lorsque nous nous adressons aux responsables des Etats-Unis, nous le faisons en sachant que la plus grave menace aux perspectives d'une paix juste et globale est le laxisme dont ils font preuve en permettant à Israël de poursuivre sa politique d'agression et d'expansion ainsi que ses violations du droit international et des normes de conduite civilisée.

Comment expliquer autrement la position des Etats-Unis au sujet de la présence persistante des forces israéliennes au Sud-Liban, qui revendiquent le droit de commettre des agressions répétées contre les villes et les villages du Liban, dont le dernier exemple s'est produit il y a deux jours seulement contre Rashiyah al-Wadi, dans la partie orientale de la Bekaa? Les Etats-Unis ne comprennent-ils pas que l'occupation par Israël du Sud-Liban empêche le Gouvernement libanais d'exercer sa pleine autorité, notamment du fait que l'armée israélienne est stationnée aux frontières du Liban? En outre, il est bien connu que cette présence israélienne au Sud-Liban est la raison principale de la tragédie persistante dont

M. Maksoud

souffre ce pays, car Israël ne tient pas compte des résolutions 508 (1982) et 509 (1982) du Conseil de sécurité qui demandent le retrait immédiat d'Israël des territoires occupés. Et c'est parce que les Etats-Unis les ont laissés faire que les Israéliens ont pu méconnaître les résolutions des Nations Unies et violer la souveraineté du Liban.

De plus, Israël veut que ses vols illégaux au-dessus du Liban, et parfois de la Syrie, deviennent un droit acquis qui ne saurait être contesté sans qu'Israël ne proteste immédiatement sur la nécessité dans laquelle il se trouve de violer le ciel du Liban et de la Syrie. Cette logique dangereusement tordue, non seulement trahit l'arrogance d'Israël mais menace d'aggraver la crise au Moyen-Orient, d'entraîner d'autres violences et conflits. L'attitude des Etats-Unis à cet égard a également été reflétée dans la justification que le président Reagan a cherché à donner au raid brutal d'Israël contre la Tunisie, qui a provoqué la mort de dizaines et de dizaines de Tunisiens et de Palestiniens. Ce raid aérien mis au point et fondé sur l'interprétation élargie d'Israël du droit scandaleux qu'il s'arroge de violer la souveraineté de tout Etat et d'envahir le territoire de tout pays, au mépris total du droit international et des résolutions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale à cet égard, ne peut être toléré.

Tout cela est dû au fait que la politique des Etats-Unis est fondée sur l'absolution systématique d'Israël de toute faute, après, ou même avant, un acte d'agression. Le cas Pollard, qui a récemment permis de mettre à jour une opération d'espionnage israélien, a montré comment l'indulgence américaine avait été exploitée de la manière la plus vile. Il a prouvé aussi sans l'ombre d'un doute qu'Israël suspecte même son allié le plus proche et qu'il est prêt à saper la sécurité des Etats-Unis et à violer les limites de l'amitié. Le choc de cette découverte d'espionnage a contraint les forces sionistes, les milieux dirigeants en Israël et leurs champions aux Etats-Unis à concentrer leurs efforts en vue de limiter les dégâts dans les relations américano-israéliennes.

M. Maksoud

Des efforts intenses ont été déployés pour faire croire que les dirigeants israéliens ignoraient les faits. Ensuite, ce que l'on a appelé l'excuse israélienne a été citée avec enthousiasme par les champions d'Israël pour justifier la fermeture, le plus rapidement possible, du dossier. Mais l'effet qu'a produit l'espionnage israélien sur l'opinion publique américaine ne sera pas oublié aussi facilement. Même les autorités américaines qui procèdent à l'enquête sont conscientes des tactiques dilatoires et rusées auxquelles Israël recourt régulièrement, lorsqu'il traite avec les Nations Unies, la communauté internationale et ses victimes; ils sont devenus conscients des violations du comportement civilisé dont se rend coupable Israël.

Bien que l'affaire d'espionnage israélienne fasse encore l'objet d'une enquête, ses répercussions dangereuses apparaissent déjà clairement. Son aspect le plus alarmant est l'effort tenté par Israël et ses défenseurs pour en affaiblir les effets, en prétendant que cette opération n'avait pas pour but de pénétrer la sécurité des Etats-Unis mais de rassembler des informations sur les capacités de défense des Etats arabes - comme si une telle prétention justifiait l'espionnage. Les médias israéliens ont même déclaré que les Etats-Unis, en refusant de divulguer les renseignements, avaient contraint Israël à espionner. Ils ont ainsi tenté de faire de l'affaire Pollard un "incident isolé", dont les Etats-Unis et non Israël sont à blâmer.

Si c'est ainsi qu'Israël traite son principal - sinon son seul - allié au monde, vous pouvez imaginer aisément son comportement vis-à-vis des victimes de son agression et de ceux qu'ils considèrent comme ses ennemis. Ce comportement est conforme non seulement aux visées sionistes mais encore à la nature même de l'idéologie sioniste.

Ces dernières semaines, Israël et ses défenseurs aux Etats-Unis ont lancé une campagne intense contre la résolution de l'Assemblée générale qui assimile le sionisme au racisme. Ces attaques au vitriol, lancées lors du dixième anniversaire de l'adoption de la résolution, ne portaient pas sur les mérites de la décision des Nations Unies, mais la dénonçait tout simplement, comme si la dénonciation était l'alternative appropriée à cette résolution.

Israël n'est pas parvenu à réfuter l'accusation selon laquelle son idéologie et la politique qu'il poursuit sont racistes. En conséquence, il a mis sur pied une campagne de diffamation hystérique contre la résolution, une campagne devenue

M. Maksoud

pratiquement épreuve de loyauté pour certains politiciens américains opportunistes. A cet égard, nous avons pris à partie d'anciens ambassadeurs des Etats-Unis ainsi que l'ambassadeur actuel, qui avaient eu la déplorable idée de rivaliser pour prendre part à une mascarade mise sur pied par le mouvement sioniste avec l'aide de la mission israélienne dans l'une des salles des Nations Unies. Ils voulaient faire écho aux slogans et exigences d'Israël sans avoir à étudier les faits accablants sur lesquels se fonde la résolution. S'ils l'avaient fait, ils se seraient rendu compte que leur responsabilité devant l'histoire exige qu'ils rejettent les inventions sionistes et assument le minimum de responsabilité que réclame leur position.

Nous n'avons pas l'intention de passer en revue aujourd'hui les pratiques agressives d'Israël de ces 10 dernières années, y compris les deux invasions du Liban, les raids aériens lancés contre l'Iraq, la Tunisie et la Syrie, les annexions illégales et la création de colonies dans les territoires arabes occupés pour empêcher l'instauration d'une entité palestinienne indépendante, dont toute la communauté internationale reconnaît la légitimité. Nous n'avons pas l'intention d'attirer l'attention de la communauté internationale sur les défis lancés par Israël, ses violations de la Charte des Nations Unies et son refus persistant de se conformer aux résolutions de notre organisation internationale. Nous ne souhaitons pas non plus rappeler les massacres commis par Israël contre des civils pacifiques dans le Sud-Liban, sur la rive occidentale, à Gaza et dans les hauteurs du Golan, ainsi qu'à Jérusalem. Nous ne mentionnerons pas non plus la tragédie quotidienne que vivent les victimes de l'agression israélienne, qui souffrent de cette politique de répression et voient détruire leurs foyers pour les raisons les plus futiles. Nous ne parlerons pas de ces violations et crimes parce que la communauté internationale et cette organisation s'en souviennent fort bien.

Le fait que nous ne souhaitons pas dresser la liste des actes de violence, de terrorisme, d'agression et d'expulsion commis par Israël ne signifie nullement qu'Israël et ses alliés parviendront à cacher ces faits bien documentés en faisant preuve d'une impudence sans précédent. Seul le régime raciste sud-africain, jumeau d'Israël, arrive à l'égaliser par ses agressions, et son impudence. Notre objectif est d'amener la communauté internationale à agir courageusement pour mettre fin à l'agression et trouver des solutions qui permettraient de prévenir d'autres violations des droits du peuple palestinien et de la souveraineté des Etats arabes,

et d'instaurer la paix. Mais nous ne devons pas oublier de contrer les efforts que tente Israël, d'une part, pour gagner du temps afin de récolter les fruits de sa politique d'agression et, d'autre part, pour détourner l'opinion mondiale et la communauté internationale des causes du conflit au Moyen-Orient en lançant des campagnes sionistes périodiques de mensonges et de dissimulation visant à réaliser l'hégémonie dans la région.

Lorsqu'ils ont adopté à l'unanimité les résolutions de la Conférence au sommet de Fès en 1982, confirmées lors de la conférence au sommet extraordinaire de Casablanca en 1985, les Etats arabes recherchaient la paix. Nous fondant sur cet engagement, nous continuons à demander aux Nations Unies de redoubler d'efforts pour promouvoir la convocation de la conférence internationale, que nous appuyons et qui, nous l'espérons, se tiendra le plus tôt possible. Nous disons "le plus tôt possible" parce que le facteur temps est d'une extrême importance : nous avons encore la possibilité de favoriser une solution pacifique et d'empêcher Israël de faire obstacle une fois de plus au processus de paix sur le Moyen-Orient, comme il l'a fait tant de fois dans le passé.

Des négociations, telles que les envisage Israël, viseraient à dénier au peuple palestinien le droit à l'autodétermination et à la création d'un Etat indépendant sur la base de cette autodétermination. En outre, Israël met à profit l'absence de négociations telles qu'il les entend pour annexer et judaïser ces régions, comme dans le cas de Jérusalem, des hauteurs syriennes du Golan et de Taba en Egypte, pour ne pas mentionner l'implantation de colonies dans ces régions menée de façon à enlever tout sens à la notion de retrait.

Ainsi, quand on dit que la résolution 242 (1967) est l'une des bases principales d'une solution, il faut rappeler qu'elle implique un retrait total, l'abandon de la politique d'annexion et le démantèlement des colonies. Cette résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité, qui exige le retrait total, implique également la restitution de la souveraineté sur les territoires occupés à leurs propriétaires initiaux palestiniens et arabes.

De même, lorsque nous entendons dire que la reconnaissance des deux résolutions 242 (1967) et 338 (1973) est une condition préalable à la reconnaissance de l'OLP, nous répondons à ceux qui disent cela - et spécialement aux Etats-Unis - par la question suivante :

Est-il possible que les Palestiniens acceptent que la question de leur existence, de leur destin, de leur avenir et de leurs droits soit traitée comme étant une simple question de "réfugiés"? Ce qui a été accepté par la légitimité internationale, représentée par les résolutions des Nations Unies, et par la légitimité arabe, représentée par les résolutions du Sommet de Fès, affirme un engagement clair à l'égard du droit du peuple palestinien à l'autodétermination sur son territoire national, et l'accumulation des résolutions à ce sujet a pour but de garantir ce droit au peuple palestinien et l'exercice de ce droit dans le cadre défini par la légitimité internationale.

C'est pourquoi il apparaît qu'il existe une corrélation nécessaire entre l'impératif du retrait d'une part, et le droit à l'autodétermination d'autre part, d'où il découle qu'il ne peut y avoir de négociations, comme le voudrait Israël, dictées à partir de sa position d'occupant ou de négociations pour la négociation, ou plutôt destinées à faire perdre du temps. Dans les deux cas, le processus appelé "négociation", selon le concept israélien, deviendrait un processus de soumission et d'acceptation du fait accompli - ce que veut Israël - après peut-être quelques petites modifications.

Les négociations ont pour but dans l'ensemble d'aboutir à un résultat bien déterminé, étant donné que le processus de négociation est un moyen pour atteindre ce but. Le résultat souhaité pour toutes les négociations dans la crise du Moyen-Orient doit être conforme à la volonté de la légitimité internationale et c'est pourquoi nous avons appuyé la convocation par les Nations Unies d'une conférence internationale dans le but clairement établi de faire reconnaître le droit légitime du peuple palestinien à l'autodétermination et d'obtenir le retrait des forces israéliennes d'occupation des territoires arabes.

A la lumière de ce qui précède, il apparaît que le mécanisme des négociations doit être aménagé de manière à assurer de façon concomitante le traitement de tous les problèmes qui pourraient surgir dans le conflit arabo-israélien afin que la solution globale et juste qui serait atteinte permette d'assurer la conformité du

M. Maksoud

résultat avec les exigences de ce qu'a déterminé la légitimité internationale représentée par l'ensemble des résolutions des Nations Unies.

Les perspectives de paix sont à une croisée de chemins et, comme nous l'avons signalé, le facteur temps nous presse, peut-être que les occasions favorables maintenant, ne le resteront pas longtemps. C'est pourquoi nous prions instamment le Secrétaire général des Nations Unies et les organismes et institutions de celles-ci, d'investir leur crédit moral, politique et intellectuel pour créer la structure de la conférence internationale et de redoubler d'efforts pour convaincre les hésitants afin que la situation ne devienne pas un nouveau prétexte pour semer la violence et maintenir la tension et l'instabilité dans une région vitale sensible comme le Moyen-Orient.

Il est grand temps que les Nations Unies regagnent leur prestige et leur crédibilité, que leurs résolutions soient appliquées et que les sanctions prévues dans la Charte soient imposées à celui qui défie ces résolutions et que celui qui s'y soumet soit récompensé.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Nous avons entendu le dernier orateur de notre débat sur ce point de l'ordre du jour. Le vote des projets de résolution qui seront soumis au titre de ce point aura lieu à une réunion ultérieure de l'Assemblée générale, qui sera annoncée dans le Journal.

La séance est levée à 19 h 45.